

SANG CONTAMINÉ

Ottawa annonce un programme d'un milliard
Page A 2



IRAK

Maliki et Bush constatent leurs divergences
Page A 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCVII N° 166

LE MERCREDI 26 JUILLET 2006

88c + TAXES = 1\$

En route pour la maison



LES CAMARADES des deux soldats canadiens morts au combat samedi dernier en Afghanistan leur ont fait des adieux, hier, à l'aéroport de Kandahar. Les corps de Francisco Gomez et de Jason Warren ont pris la route du Canada où auront lieu les funérailles. Nos informations en page A 4.

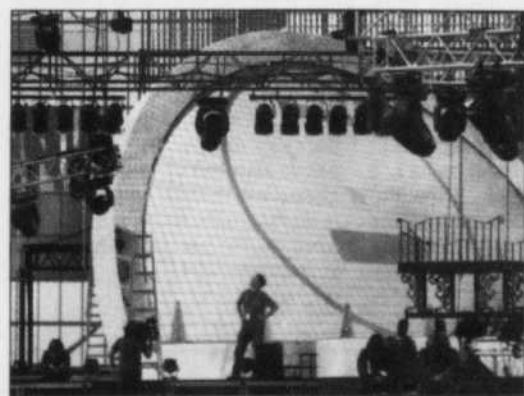
Outgames: la visibilité avant tout

Le rideau s'ouvre ce soir sur les Outgames de Montréal, avec le début de la Conférence internationale sur les droits humains des personnes lesbiennes, gais, bissexuelles et transgenres (LGBT). L'aboutissement de cinq années de préparatifs durant lesquelles l'événement a changé de nom et, surtout, d'orientation.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Au bout du fil, Martina Navratilova répond en riant: «A big party». C'est d'ailleurs l'idée que plusieurs se font des Outgames, souvent perçus comme l'occasion pour le village gai «globalisé» de festoyer pendant dix jours. Avec 150 000 visiteurs espérés d'ici le 5 août et quelque 200 ateliers-conférences sur la situation des LGBT dans le monde, les retombées de l'événement s'annoncent toutefois autrement plus importantes que celles d'un bal nocturne.

VOIR PAGE A 8: OUTGAMES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les préparatifs vont bon train pour l'ouverture des Outgames, ce soir.

Norsk Hydro renonce à son usine de Bécancour

En 1986, quand Norsk Hydro a annoncé un investissement de 400 millions dans une usine de magnésium à Bécancour, tout le monde voyait là un projet bon pour au moins un demi-siècle. Personne ne savait alors que, 20 ans plus tard, les Chinois allaient chambouler le marché mondial du magnésium. La multinationale norvégienne jette aujourd'hui l'éponge et met cette usine en vente. À défaut d'un acheteur, ce pourrait être la fermeture.

À lire en page B 1

INDEX

Actualités	A 2	Éditorial	A 6
Annonces	B 4	Idées	A 7
Avis publics	B 5	Météo	B 5
Carrières	B 3	Monde	A 5
Culture	B 8	Mots croisés	B 4
Décès	B 4	Sudoku	B 5
Économie	B 1	Télévision	B 7

Avant Rome, encore les bombes

Le bombardement d'un poste d'observation de l'ONU fait quatre morts, dont un Canadien

Alors que les grandes puissances occidentales et leurs alliés arabes, ainsi que l'ONU et la Russie, se réunissent aujourd'hui à Rome pour faire le point sur la situation au Liban, l'armée israélienne a de nouveau pilonné hier des objectifs près de Beyrouth et poursuivi ses combats contre le Hezbollah. L'État hébreu excluant tout cessez-le-feu à ce stade.

Quatre observateurs de la FINUL, dont un Canadien, ont été tués hier dans un bombardement israélien qui a frappé un poste d'observation de la force de l'ONU dans le sud du Liban, a confirmé un responsable des Nations unies au siège de l'organisation à New York.

Le secrétaire général des Nations unies, «choqué», a demandé à Israël une enquête approfondie sur cette frappe.

La frappe aérienne a touché «directement» leur poste juste au nord de la Ligne Bleue séparant Israël et le Liban, selon un responsable onusien qui a requis l'anonymat. Les autres victimes sont un Autrichien, un Chinois et un Finlandais, a précisé un haut responsable militaire libanais qui a requis l'anonymat.

«Je suis choqué et profondément bouleversé par [le bombardement] des forces israéliennes visant apparemment délibérément une position d'observateurs de l'ONU dans le Liban sud, [dans une attaque] qui a tué deux observateurs militaires de l'Onu, et sans doute deux autres», a déclaré M. Annan dans un communiqué publié à Rome, peu avant la réunion de crise sur le Liban qui doit se tenir aujourd'hui

dans la capitale italienne. Cette attaque est intervenue «après que j'ai reçu des assurances personnelles du Premier ministre Ehud Olmert que les positions des Nations unies seraient épargnées par les tirs israéliens», indique M. Annan dans ce communiqué.

Demande de cessez-le-feu

Le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Abdallah d'Arabie Saoudite sont convenus hier que leurs deux pays demanderaient un cessez-le-feu au Liban lors de la conférence internationale de Rome, a-t-on appris de source diplomatique.

Les divergences persistent entre les États-Unis, l'Europe et les pays arabes

Le «groupe de contact» sur le Liban, élargi à plusieurs autres pays et à l'ONU, tente d'obtenir un cessez-le-feu et le déploiement d'une force multinationale. Mais les divergences restent nombreuses entre les Américains, dont le soutien à Israël ne fléchit pas, et les Européens et les pays arabes, qui entendent obtenir le plus tôt possible l'arrêt des représailles israéliennes sur un Liban en proie à un début de crise humanitaire.

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, qui a effectué lundi une visite surprise à Beyrouth et s'est entretenue hier avec les Israéliens, jouera de toute évidence le premier rôle dans la conférence, quelle que soit son issue.

VOIR PAGE A 8: LIBAN

■ Lire autres textes en pages A 4 et A 8



RAMZI HAIDAR REUTERS

Les bombardements de quartiers de Beyrouth par l'armée israélienne ont recommencé hier.

CINÉMA

Un film de genre pour réconcilier les deux solitudes canadiennes

Patrick Huard et Érik Canuel font un pari audacieux

LISA-MARIE GERVAIS

La scène est à tout le moins... déchirante. Tandis qu'un cadavre gît sur l'arête de l'immense panneau qui délimite le territoire entre le Québec et l'Ontario, deux flics se demandent à quel gouvernement revient la tâche d'élucider ce meurtre. «Son cœur est au Québec», dit le policier torontois... «mais il a l'Ontario dans le cul», se moque son homologue québécois incarné par Patrick Huard. Le ton du film *Bon Cop Bad Cop* est donné. Tout au long de ce drame policier humoristique québécois réalisé par Érik Canuel, les gags, les clichés et les moqueries se succéderont au gré de l'action qui ne laisse que de rares moments de répit aux émotions du spectateur. Des traditionnelles insultes «square head» et «frog» aux allusions au royalisme des Canadiens anglais et à l'impertinence des Québécois, les stéréotypes coulent à flots et viennent cristalliser la dualité latente entre le Québec et le reste du Canada, qui perdure depuis des siècles.

Un défi

Le film étant vanté à titre de première production canadienne complètement bilingue, la question se posait naturellement. *Bon Cop Bad Cop* était-il une commande de madame la gouverneure générale pour réconcilier les deux solitudes? Pour toute réponse, un immense éclat de rire de la part de l'acteur



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

VOIR PAGE A 8: COP

Le réalisateur de *Bon Cop Bad Cop*, Érik Canuel, en compagnie de Patrick Huard

• LES ACTUALITÉS •

Ottawa accorde un milliard de dollars pour indemniser les victimes de l'hépatite C

Cambridge, Ontario — Le premier ministre Stephen Harper a confirmé hier la mise sur pied tant attendue d'un programme d'indemnisation de un milliard de dollars pour les «victimes oubliées» du sang contaminé qui ont contracté l'hépatite C et qui avaient été exclues du premier programme d'indemnisation.

«Les Canadiens n'ont plus à avoir honte de la façon dont Ottawa a traité le scandale du sang contaminé, a déclaré une de ces «victimes oubliées». Si je pouvais sauter au-dessus de l'Everest maintenant, je le ferais», a ajouté Jeremy Beatty, qui est âgé de 69 ans.

Le programme annoncé hier par le premier ministre Harper en conférence de presse couvrira les victimes qui ont contracté la maladie par transfusion de produits san-

guins contaminés avant 1986 et après 1990. Jusqu'à maintenant, seules les personnes contaminées par l'hépatite C entre 1986 et 1990 avaient eu droit à un dédommagement, en vertu d'un programme fédéral-provincial annoncé en 1998.

À l'époque, le gouvernement libéral avait maintenu qu'il n'aurait pas pu empêcher les infections survenues en dehors de cette période. Mais cette affirmation allait être contestée ultérieurement quand il a été révélé que des tests de dépistage efficaces étaient disponibles avant 1986. Le juge Horace Krever, qui avait présidé une enquête sur cette affaire, avait pourtant recommandé il y a près de 10 ans que toutes les personnes infectées soient indemnisées.

Le gouvernement espère sincèrement que cette annonce apporte-

ra une forme de soulagement à ceux qui ont tant souffert, a déclaré le premier ministre Harper.

Accueil favorable

La Société canadienne d'hémophilie a accueilli favorablement l'annonce fédérale. Son président, Mike McCarthy, qui a lui-même été infecté après une transfusion reçue en 1984, a reconnu que l'aide s'était fait attendre longtemps. Jusqu'à 500 personnes sont décédées en attendant une indemnisation, a souligné M. McCarthy. L'organisme qu'il préside s'est battu pendant des années pour obtenir l'indemnisation de toutes les personnes ayant contracté l'hépatite C à la suite d'une transfusion de sang contaminé, peu importe le moment où la maladie avait été transmise.

«Nous savons que la présente offre

d'indemnisation diffère du programme précédent qui touchait les personnes infectées entre 1986 et 1990, mais le montant d'argent et le nombre d'individus ayant droit à une indemnisation sont similaires», a écrit John Plater, le président du groupe de travail de la Société sur l'hépatite C et le VIH, dans un communiqué. Il a jugé «regrettable» que le processus ait été si long.

Pour la Société de l'hépatite C du Canada, cette indemnisation apportera un certain soulagement mais ne redonnera pas aux gens leur santé, non plus que la possibilité de vivre une vie entièrement normale. Selon Tim McClelland, son directeur exécutif, plusieurs victimes ont perdu leur emploi, leur maison et même leur famille à cause de la maladie.

Environ 5500 personnes infectées

avant 1986 ou après 1990 pourront ainsi recevoir une indemnité fédérale. L'indemnité sera aussi disponible pour les familles des victimes qui sont décédées depuis. Les premiers chèques ne seront pas versés avant le début de 2007, dans le meilleur des scénarios.

Le montant que toucheront les individus dépendra de la gravité de leur maladie et des difficultés financières qu'ils ont subies, a précisé M. Harper. La somme pourra aller de 1000 \$ à 300 000 \$ par personne. Par ailleurs, le programme ne couvre que la portion fédérale de l'indemnisation. Les victimes exclues qui avaient été indemnisées par certaines provinces, dont le Québec et l'Ontario, ne verront pas leur indemnité réduite.

Presse canadienne



J. P. MOCZULSKI REUTERS
Le premier ministre Stephen Harper en conférence de presse hier.

Longueuil: les citoyens pourront enfin payer leur compte de taxes

ALEXANDRE SHIELDS

La Commission municipale du Québec a confirmé hier la mise en place du budget de l'agglomération de Longueuil, mettant ainsi fin à l'impasse qui subsistait depuis plusieurs mois. Et comme le prescrivait le décret gouvernemental du 14 juin, la Commission a procédé à la mise en place d'un budget total de 240 millions de dollars.

«Les citoyens et citoyennes de l'agglomération de Longueuil pourront enfin recevoir leur compte de taxes. Nous espérons que les élus sauront désormais instaurer un climat de travail qui fera en sorte qu'une telle situation ne se reproduise plus, et ce, dans l'intérêt de la population», a souligné le ministre québécois des Affaires municipales, Nathalie Normandeau.

Québec espère en effet que les

délais qui ont été nécessaires cette année pour en arriver à un budget ne se reproduiront pas pour l'adoption de l'enveloppe de 2007. Le décret adopté à la mi-juin prévoit d'ailleurs que si une décision est bloquée au conseil d'agglomération, en raison de la règle de la double majorité, elle peut être retravaillée et adoptée au deux tiers des voix à la réunion suivante. Cette fameuse règle de la double majorité, décrite par la Ville de Longueuil, signifie qu'une majorité des voix dans Longueuil et une majorité des voix chez les représentants des villes défusionnées est nécessaire.

Une telle disposition n'empêcherait toutefois pas certains maires de pouvoir bloquer certaines décisions, comme l'adoption du budget 2007. Le quorum des réunions est en effet toujours constaté en fonction de la règle

de la double majorité. On pourrait donc se retrouver dans la même situation dans quelques mois à peine. L'attaché de presse de Mme Normandeau, Jonathan Trudeau, a toutefois estimé que cela est peu probable. «Ils [les maires] peuvent paralyser la structure en ne se présentant pas, mais personne dans la population ne cautionne cette attitude», a-t-il soutenu.

Réactions sur la Rive-Sud

Le maire de Longueuil, Claude Gladu, s'est dit ravi de la décision de Québec. «Les contribuables de l'agglomération de Longueuil vont enfin cesser de payer inutilement des millions de dollars en frais et en intérêts», a-t-il dit. L'arrondissement de Longueuil a en effet dû emprunter plus de 175 millions de dollars pour payer les services municipi-

aux en attendant l'adoption du budget. Ce prêt a coûté pas moins de six millions de dollars en intérêts. Une facture que Québec n'a pas l'intention de payer.

La mairesse de Boucherville, Francine Gadbois, est tout à fait satisfaite. «Nous devons terminer l'année en cours selon des choix imposés qui ne nous donnent pas entière satisfaction», a-t-elle dit. «Il est tout de même important de mentionner que [...] le taux de taxation est maintenant réduit de 0,03 % du 100 dollars d'évaluation pour [l'ensemble de] l'agglomération», a cependant souligné Mme Gadbois. Il n'a pas été possible d'obtenir des réactions de la part des autres villes défusionnées hier, même si elles ont été informées de la décision de la Commission vendredi.

Le Devoir

Le Canada autorise la commercialisation d'un riz génétiquement modifié

FABIEN DEGLISE

Après le maïs, le canola, le soja, la papaye et la courge, les consommateurs canadiens pourraient dans un avenir proche se frotter à du riz, génétiquement modifié lui aussi, lors de leur visite à l'épicerie. En effet, les autorités sanitaires viennent d'autoriser l'utilisation au pays d'une nouvelle lignée de riz dont les gènes ont été manipulés par la compagnie pharmaceutique Bayer CropScience afin de résister à un herbicide, a annoncé l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Cette graminée va pouvoir entrer autant dans l'alimentation humaine qu'animale.

Au terme de l'analyse des données scientifiques fournies par Bayer, l'Agence estime que le LLRICE62 — c'est le nom scientifique donné à ce riz — «ne présente pas un risque significatif pour l'environnement et ne présente pas non plus de danger pour le bétail consommant des aliments provenant de ce végétal», peut-on lire dans le document de décision rendu public vendredi dernier. Quelques semaines plus tôt, Santé Canada a émis un avis identique par voie de communiqué jugeant que cette lignée de riz «ne soulève aucune préoccupation quant à son innocuité alimentaire humaine».

Le LLRICE62 est un organisme génétiquement modifié (OGM) conçu pour résister aux herbicides à base de glufosinate-ammonium, commercialisés par la compagnie Bayer sous le nom de LibertyLink. Cette résistance est censée faciliter, en théorie, le travail des riziculteurs en leur permettant de s'attaquer aux mauvaises herbes entourant les plants de riz sans nuire aux plants eux-mêmes. «C'est aussi une stratégie à double tranchant, estime Eric Darier de l'organisme Greenpeace, puisque cela risque de faire grimper l'épandage d'herbicide dans les pays qui vont le faire pousser».

Suivre les États-Unis

Avec ce nouveau feu vert donné à un riz issu du génie génétique, le Canada fait désormais passer, à l'instar des États-Unis, à trois le nombre d'espèces de riz modifiées dont la commercialisation pour consommation humaine est autorisée au pays. À travers le monde, seuls trois OGM issus du riz sont

sortis des laboratoires, ceux de Bayer et de BASF, selon la base de données mondiale des transgènes, AGBIOS. Rappelons que le riz, modifié ou non, n'est pas cultivé au pays en raison du climat canadien insuffisamment tropical qui force ainsi son importation.

À ce jour, toutefois, de ces trois riz génétiquement modifiés, un seul est utilisé à des fins commerciales... en Iran, indique la cuvée 2005 de l'Etat mondial des plantes biotechniques commercialisées produit par l'International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications (ISAAA), un organisme financé par l'industrie des OGM pour faire la promotion des transgènes. Le LLRICE62, bien qu'autorisé pour la consommation humaine et animale au Canada et aux États-Unis seulement, n'est pas encore cultivé sur de vastes surfaces pour être commercialisé. «Mais avec cette approbation, la porte est désormais ouverte à sa prolifération», résume Eric Darier.

Pour François Belzile, du département de phytothérapie de l'université Laval, ce riz pourrait principalement voir le jour dans des champs du Texas ou de la Californie. Il estime par ailleurs que la modification génétique apportée au riz de Bayer, à l'heure où les compagnies de biotechnologies parlent de fabriquer des riz pour combattre certaines maladies dans le Tiers-Monde, n'est pas très impressionnante. Ce riz en est un «de commodité, comme beaucoup d'autres OGM», selon lui, puisqu'il résiste à un herbicide au lieu de «s'attaquer à des maladies ou des carences alimentaires chez l'homme».

L'Union européenne

Contrairement au Canada, l'Union européenne n'a pas encore donné son aval à l'importation du LLRICE62 pour l'alimentation animale. Sur la base des informations scientifiques présentées par Bayer, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments estime par exemple que les études effectuées sur des poulets, des porcs et des rats «ne permettent pas de s'assurer de la sécurité sanitaire d'une consommation animale de riz LLRICE62», indique une note émise par l'organisme en septembre 2004.

Le Devoir

Voies ferrées

Ottawa améliorera les passages à niveau au Québec

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lawrence Cannon, a annoncé hier à Saint-Jean-sur-Richelieu que le gouvernement canadien consacrerait plus de 1,9 million de dollars pour améliorer la sécurité ferroviaire au Québec, plus spécifiquement à 14 passages à niveau.

«Les passages à niveau où des améliorations sont prévues ont été choisis en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont le volume du trafic ferroviaire et de la circulation routière à ces emplacements et l'historique des accidents survenus à ces passages à niveau. Ces améliorations contribueront à rendre le Québec plus sécuritaire», a déclaré M. Cannon. En 2005, 12 personnes sont mortes à la suite d'incidents à des passages à niveau au Québec.

Le Devoir

1^{ers} Outgames Montréal 2006
présentent
CONFÉRENCE INTERNATIONALE
sur les droits humains des LGBT
26 au 29 juillet 2006
Palais des congrès • Montréal

Inscrivez-vous!
Passes journalières aussi disponibles.

Joignez-vous à 2 000 participants de plus de 100 pays, réunis pour faire avancer les droits humains des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) à travers le monde.

Près de 40 orateurs de prestige, incluant:

- Mme Louise ARBOUR, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève;
- Mme Claire L'HEUREUX-DUBÉ, juge à la Cour suprême du Canada (1987-2002);
- Mme Martina NAVRATILOVA, gagnante de 18 championnats du Grand Chelem de tennis en simple, en double et en mixte;
- Mme Irshad MANJI, auteure du livre *Musulmane mais libre*;
- M. Mark TEWKSBURY, médaillé d'or, d'argent et de bronze en natation aux Jeux olympiques de Séoul (1988) et de Barcelone (1992);
- M. Martin CAUCHON, ministre de la Justice et Procureur général du Canada (2002-2003).

200 ateliers, dont 2 séances plénières par jour et 40 ateliers simultanément.

Workers Out!: séances en compagnie de 500 représentants de centrales syndicales à travers le monde.

Out for Business: séances avec plus de 300 professionnels et gens d'affaires discutant d'enjeux importants pour la communauté LGBT internationale.

Un héritage pour les droits humains: la Déclaration de Montréal sera présentée lors de la Conférence et portée aux autorités des Nations Unies et des gouvernements nationaux.

Inscrivez-vous!
www.montreal2006.org
Cliquez sur l'onglet «Conférence»

GLISA 1^{ers} Outgames mondiaux Montréal 2006

Partenaires Média: Bell, CGI, STM, SOLOTECH, AIR CANADA, Lignes gaywire, OUIS, etc.

POLITIQUE

À la veille de la Conférence du Conseil de la fédération

Pour Charest, le règlement du déséquilibre fiscal passe par la péréquation

JOCELYNE RICHER

Corner Brook, T.N.-L. — C'est par une refonte de la péréquation que doit être corrigé le déséquilibre fiscal, a tranché le premier ministre Jean Charest, dont l'avis n'est cependant pas partagé par tous ses homologues provinciaux.

Il a d'ailleurs rappelé à ces derniers, hier, à la veille de la conférence du Conseil de la fédération qui portera sur ce sujet, qu'ils se sont dans le passé prononcés en faveur d'une révision du calcul de la péréquation.

«Le règlement du déséquilibre fiscal passe par un règlement de la péréquation», a-t-il déclaré en point de

presse, alors qu'il participait à une rencontre avec ses homologues et les leaders autochtones du pays sur l'avenir des peuples autochtones.

Les divergences entre les premiers ministres paraissent fondamentales sur ce point, alors qu'une solution commune forgée par les provinces semble chaque jour plus hypothétique.

M. Charest a rappelé que trois rapports depuis quatre ans avaient appuyé la position du Québec, qui consiste à dire que certaines provinces n'ont pas la capacité fiscale d'assurer des services équivalents à leurs concitoyens, contrairement à l'obligation inscrite dans la Constitution.

Il a cité un rapport du Sénat, produit en 2002, qui a été suivi au printemps par un rapport commandé par le Conseil de la fédération, puis un troisième rédigé récemment par un comité d'experts des Communes.

Au cours des dernières années, à maintes reprises, «unaniment, les premiers ministres ont demandé au gouvernement fédéral de changer le système de péréquation», a-t-il insisté.

Il exhorte donc ses homologues à maintenir cette position. «Si certains ont changé d'idée, il leur revient d'expliquer pourquoi», a-t-il dit, faisant une allusion à peine voilée au fait que le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, privilégie Gordon Campbell, a fait valoir que la péréquation n'était pas sa priorité et

Les autres premiers ministres

Trop riche, l'Ontario ne reçoit pas de paiements de péréquation. Le Québec doit recevoir quant à lui 5,5 milliards en 2006-07, soit près de la moitié des 11 milliards de dollars versés par Ottawa. Mais si l'on tient compte de la population des provinces, le Québec arrive au sixième rang et se sent lésé.

Hier, M. McGuinty a cherché à adoucir les angles, se disant prêt à mettre de l'eau dans son vin. Si ses collègues font preuve de «plus de réceptivité» à ses demandes, il pourrait être attentif aux besoins de ses collègues, a-t-il dit.

De son côté, le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, a fait valoir que la péréquation n'était pas sa priorité et

que les surplus engrangés par Ottawa devraient plutôt servir à alléger le fardeau fiscal des contribuables.

Quoi qu'il en soit, le processus de négociation comme tel avec Ottawa n'a pas encore débuté et aucun consensus n'est prévisible cette semaine, a estimé le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, lors d'un entretien.

Le premier ministre Stephen Harper s'est engagé à corriger le déséquilibre fiscal cette année. Le Québec maintient sa position selon laquelle le calcul de la péréquation doit inclure les revenus des 10 provinces — au lieu de cinq actuellement — et comprendre les revenus des ressources naturelles, ce que contestent certains, dont l'Alberta.

Celles qui n'atteignent pas la

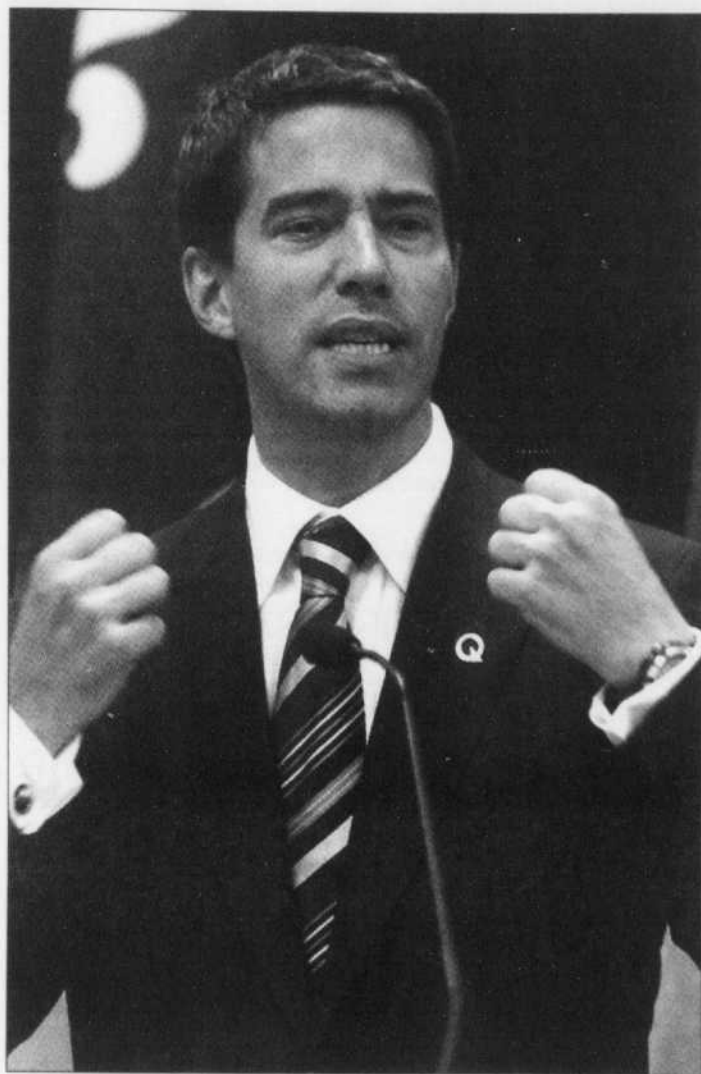
moyenne des cinq provinces reçoivent de la péréquation.

Autochtones

Par ailleurs, les leaders autochtones du pays se sont montrés très satisfaits de leur rencontre avec les premiers ministres des provinces.

Ils voulaient que ces derniers les appuient dans leur volonté d'amener le gouvernement Harper à s'engager à respecter l'entente de Kelowna, ratifiée par le gouvernement précédent de Paul Martin, qui prévoit l'octroi de cinq milliards de dollars en cinq ans. Les premiers ministres ont donné «un appui solide» aux leaders autochtones, a estimé le chef de l'Assemblée des Premières Nations, Phil Fontaine.

Presse canadienne



JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a donné une conférence de presse hier, à Montréal, pour presser le gouvernement québécois de miser sur le transfert de points d'impôt pour aller chercher des sommes additionnelles à Ottawa.

Une hérésie, soutient Boisclair

ALEXANDRE SHIELDS

Le premier ministre Jean Charest fait fausse route lorsqu'il tente d'obtenir davantage d'argent pour le Québec à travers le mécanisme de la péréquation, selon le chef péquiste, André Boisclair. Ce dernier presse plutôt le gouvernement québécois de miser sur le transfert de points d'impôt pour aller chercher des sommes additionnelles à Ottawa.

«Depuis quelques mois, Jean Charest semble mettre tous ses œufs dans le panier de la péréquation, au point où on ne l'entend plus parler de transfert de points d'impôt», a lancé M. Boisclair. [...] Je souhaite dénoncer vigoureusement le virage historique qu'a pris Jean Charest en abandonnant cette revendication traditionnelle du Québec et de son propre parti.»

Le chef du Parti québécois a ainsi soutenu que le transfert de points d'impôt avait été défendu par les libéraux à la commission Séguin et qu'il avait été intégré dans la politique constitutionnelle dévoilée en 2001 ainsi que dans le programme du Parti conservateur à l'époque où Jean Charest en était le chef.

«Pourquoi est-ce qu'aujourd'hui, c'est plus important de se placer en position de dépendance face à un programme du fédéral,

de se placer à la merci des décisions unilatérales du fédéral qui déstabilisent la planification budgétaire du gouvernement du Québec, que de disposer de nos propres moyens financiers?» a demandé M. Boisclair, à la veille d'une rencontre du Conseil de la fédération, qui débute aujourd'hui à Terre-Neuve. Les chances d'en arriver à un consensus sur une nouvelle formule de péréquation sont très minces, en raison des profondes divergences entre les provinces.

Le leader souverainiste demande également au chef libéral de préciser le montant qu'il réclame pour régler la délicate question du déséquilibre fiscal. Jean Charest, tout comme Michel Audet, avait pris à son compte les conclusions du comité mandaté par le Conseil de la fédération. Selon les calculs de ce comité, qui préconise une formule de péréquation basée sur la norme des dix provinces plutôt que sur la norme actuelle des cinq provinces (formule qui comprend la totalité des revenus des ressources naturelles non renouvelables, notamment le pétrole et le gaz de l'Alberta), le Québec serait en droit de recevoir 2,7 milliards de plus par an, ou encore 1,7 milliard si on tient compte de certaines mesures d'atténuation,

a évalué le ministère des Finances du Québec.

Or, au début du mois de juin, Michel Audet avait applaudi à la sortie du rapport O'Brien, commandé par le gouvernement fédéral, qui proposait une formule de péréquation grâce à laquelle le Québec n'encaisserait que 653 millions de plus qu'à l'heure actuelle. Un montant très loin de l'évaluation péquiste, qui estime que le déséquilibre fiscal se chiffre à 3,9 milliards de dollars.

Selon M. Boisclair, ce montant constitue toutefois un minimum absolu, car il ne tient pas compte des 328 millions de dollars que le Québec devait recevoir pour la lutte contre les gaz à effet de serre, des 807 millions de l'entente sur les garderies, des 310 millions de l'assurance parentale ou encore du déficit lié au programme de subvention en agriculture, qui coûte 370 millions au Québec. Donc, selon l'évaluation du Parti québécois, la facture totale pour le Québec s'élève actuellement à 5,7 milliards.

Québec réplique

Le ministre des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, a confirmé que la stratégie du gouvernement québécois reposait principalement sur la réforme de la péréquation. Il a toute-

fois indiqué que la négociation de points d'impôt faisait toujours partie des discussions de M. Charest avec ses homologues.

«Pour nous, le déséquilibre fiscal contient trois grandes composantes: la péréquation, les transferts fédéraux et le transfert de points d'impôt ou d'un espace fiscal, a-t-il affirmé hier lors d'une entrevue téléphonique depuis la rencontre du Conseil dans l'Atlantique. La réforme de la péréquation est l'objectif numéro un, mais ce n'est pas le seul.» Par ailleurs, M. Pelletier a dit qu'il était trop tôt pour préciser le montant que Québec entend réclamer au chapitre du déséquilibre fiscal.

Selon le chef du Parti québécois, ces tractations démontrent que Jean Charest s'est piégé lui-même en créant le Conseil de la fédération. «Au lieu de négocier directement avec le gouvernement fédéral, il s'oblige plutôt à négocier avec les dix autres provinces pour trouver une solution qui plaise à tout le monde, même si le Québec a des intérêts qui lui sont propres. Il laisse ainsi Stephen Harper libre de dire qu'il ne peut rien faire, parce qu'il n'y a pas de consensus entre les provinces», a-t-il souligné.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

Des autochtones ont établi un siège à Gatineau

Gatineau — Environ 350 autochtones hors réserve provenant d'un peu partout au Québec ont établi hier un siège devant les édifices du gouvernement fédéral, à Gatineau.

Ce rassemblement, organisé par la Confédération des peuples autochtones du Québec (CPAQ), vise à faire reconnaître les droits des autochtones hors réserve. La

CPAQ veut défendre ces autochtones notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et du démarrage d'entreprise. La CPAQ est un groupe autochtone dont plusieurs membres ont quitté l'Alliance des autochtones du Québec.

La grande chef de la Confédération des peuples autochtones du Québec, Solange Sansoucy, a sou-

haité que son organisme soit maintenant reconnu à titre de porte-parole des autochtones. «Ils ne reconnaissent que l'Alliance autochtone du Québec comme porte-parole, mais l'organisme est maintenant une coquille vide. Tous les membres ont rejoint notre organisation, mais le gouvernement ne veut pas négocier avec nous. Alors, nous sommes tannés d'attendre, et

on veut forcer une entente», a expliqué Mme Sansoucy.

La grande chef Solange Sansoucy a indiqué que de plus en plus d'autochtones quittaient les réserves devant le peu de perspectives d'avenir, mais vivaient ensuite dans des conditions difficiles.

Les organisateurs promettent de demeurer devant les bureaux fédéraux tant qu'ils n'auront pas reçu un

engagement financier du gouvernement fédéral et une reconnaissance du gouvernement du Québec. Des Warriors se sont joints aux manifestants. Ces derniers ont fait savoir

qu'ils entendaient faire flotter leur drapeau sur le pont Chaudière, qui relie le Québec et l'Ontario.

Presse canadienne

Loi sur le tabac

Des tenanciers de bars déposent une requête en injonction

BRIGITTE SAINT-PIERRE

L'Union des tenanciers de bars du Québec (UTBQ) et ses dirigeants poursuivent leur croisade contre la Loi sur le tabac: ils ont déposé hier en Cour supérieure une requête en injonction visant à suspendre l'application de la loi dans les bars en attendant que la cause soit entendue sur le fond. C'est ce qu'ils ont annoncé hier lors d'une conférence de presse à Montréal.

«S'il n'y a pas de sursis, pour plusieurs des bars, le recours final sera illusoire, parce que le patient sera mort avant le résultat», a déclaré leur avocat, Julius Grey. M. Grey a affirmé que la Cour supérieure avait établi qu'il était possible de surseoir à la loi. «Il est évident que c'est une chose difficile [...], mais pas impossible», a-t-il mentionné. Des intérêts privés sont alors confrontés à l'intérêt public, a-t-il dit. L'avocat s'attend à ce que la Cour supérieure entende la requête en août ou au plus tard au début du mois de septembre.

L'UTBQ avait envisagé de faire une demande d'injonction

avant l'entrée en vigueur de la loi, mais s'était ravisée. «Nous croyions qu'il aurait été impossible de démontrer à ce moment-là que les effets seraient tellement catastrophiques qu'il faudrait obtenir une suspension», a dit M. Grey. L'avocat a mentionné que des statistiques étaient maintenant disponibles. D'après un sondage effectué par l'UTBQ, 527 personnes auraient perdu leur emploi en raison de la Loi sur le tabac, en vigueur depuis le 31 mai, a affirmé le président de l'organisme, Peter Sergakis. Il a déclaré que plusieurs établissements avaient mentionné qu'ils prévoyaient fermer leurs portes à cause de la loi. Selon lui, les bars en région sont plus touchés que les bars de Montréal.

L'UTBQ a fait parvenir 8000 questionnaires à des tenanciers de bars dans différentes régions du Québec et a obtenu 2000 réponses à ce jour, a-t-il dit. Entre mai-juin 2005 et juin 2006, les revenus des quelque 250 établissements ayant répondu à une version plus détaillée du sondage ont diminué d'environ 27 % pour la nourriture et la boisson, et de quelque 28 % pour les loteries-vi-

Bémol

Le président de la Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec (CBBTQ), Renaud Poulin, a livré hier un autre son de cloche. Il a affirmé avoir fait son propre sondage auprès de 700 propriétaires de bars et avoir compilé 289 questionnaires à ce jour. Un seul établissement aurait mentionné avoir mis une personne à pied en raison de la loi, a-t-il déclaré. Il a ajouté que quelque 39 % des répondants ont signalé être favorables à la loi.

Il est d'avis que les personnes opposées à la loi ont répondu en premier au sondage et il croit qu'en fait la moitié des propriétaires de bars sont en faveur de la loi sur le tabac. Selon lui, les fermetures éventuelles de commerces à ce jour ne peuvent pas être attribuées à la Loi sur le tabac.

«C'est plutôt dans six mois que l'on va connaître l'impact de la loi», a dit M. Poulin.

Le Devoir



Jacques BEAUCHESNE
MY FIRST ENGLISH DICTIONARY

Un ouvrage d'une grande originalité.

808 pages - 12,55 \$

GUERIN, éditeur idéal
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

ROLEX
OYSTER PERPETUAL GMT-MASTER II
ACIER ET OR JAUNE

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
630 A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL, (514) 866-3876

LES ACTUALITÉS

Crise au Liban

Harper préférerait ne pas avoir à déployer de troupes au Proche-Orient

MICHAEL HAMMOND

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper a déclaré hier que le Canada préférerait ne pas envoyer de troupes au Proche-Orient.

À la veille d'un sommet multinationale à Rome sur la crise au Liban auquel participera le ministre des Affaires étrangères Peter MacKay, le premier ministre a affirmé que tout cessez-le-feu entre Israël et le mouvement Hezbollah serait

mieux respecté si des pays du Moyen-Orient y veillaient. «Au bout du compte, je pense que la solution repose sur la région, a-t-il indiqué hier à Cambridge, en Ontario. Tel est le premier choix du Canada: que la mise en œuvre de la mission de paix ne soit pas assurée par des troupes canadiennes ou étrangères.»

Mais même s'il ne peut fournir des combattants, le pays pourrait tout de même participer à une force internationale, a précisé l'ancien directeur général des affaires

consulaires du Canada, Gar Parly. Plusieurs unités médicales et de communications du Canada sont très en demande, a-t-il ajouté.

Toutefois, les Canadiens ne doivent pas s'attendre à ce que leur pays joue un rôle prédominant dans la résolution du conflit, a rappelé Mira Sucharov, professeure de science politique à l'université Carleton, à Ottawa.

«Depuis plusieurs années, le Canada n'a pas été le pays le plus actif en matière de maintien de la paix, a-

t-elle dit. Il ne faut pas avoir des attentes aussi élevées que celles que nous avions il y a 10 ans.»

À Rome, M. MacKay rencontrera la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, ainsi que des représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de la Jordanie, de l'Égypte, des Nations unies et de la Banque mondiale. Mme Rice sera modératrice de la rencontre aujourd'hui.

Les États-Unis proposent de faire intervenir au sud du Liban une force menée par l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). Ils souhaitent que les Nations unies lui accordent sa caution, tout comme elles l'ont fait pour celle en poste en Afghanistan.

Compte tenu des propos tenus par MM. Harper et MacKay au cours de la dernière semaine, il y a fort à parier que l'action du Canada dans cette crise s'aligne sur les États-Unis, a estimé Mme Sucharov. «Il faut s'attendre à ce que toute résolution appuyée par le Canada exige, en des termes clairs, dans tout cessez-le-feu, un effort concerté pour désarmer le Hezbollah. On peut dire sans trop de risque de se tromper que ce gouvernement entretient une conception du monde où s'opposent le bien et le mal.»

Ni le Canada ni les États-Unis n'ont encore réclamé l'arrêt des combats dans la région. Ils ont plutôt demandé le démantèlement du Hezbollah.

M. Harper a qualifié le Hezbollah d'«organisation extrémiste que le gouvernement [libanais] est incapable de contrôler».



Une équipe de médecins militaires français soigne une femme qu'ils s'apprêtent à évacuer du village de Naqura, dans le Sud-Liban.

L'évacuation des Canadiens hors du Liban pourrait cesser aujourd'hui

LES PERREAUX

Beyrouth — Les Canadiens qui espèrent quitter le Liban ont été avisés hier de partir pendant qu'il en est encore temps, tandis que le premier ministre Stephen Harper laissait entendre que l'évacuation pourrait être terminée dès aujourd'hui.

Le capitaine Derek Gilchrist, qui dirige l'évacuation des Canadiens hors de Beyrouth, a déclaré que le nombre des personnes évacuées commence à diminuer, et qu'il est temps de faire pression sur les citoyens qui veulent partir pour qu'ils quittent le Liban.

Il a expliqué qu'il ne voulait surtout pas que des gens attendent trop longtemps et que, subitement, les navires cessent d'arriver et qu'il faille laisser des gens derrière. Il ne faut pas que les gens attendent que les bombes tombent tout près, ils doivent partir pendant qu'il en est encore temps, a-t-il insisté.

Comme pour renforcer ce message, au Canada, le premier ministre Harper a dit s'attendre à ce que l'évacuation se termine aujourd'hui, bien qu'à Beyrouth les fonctionnaires sur place disaient qu'elle se poursuivrait toute la semaine.

L'évacuation s'est poursuivie méthodiquement, avec le départ de 1050 personnes hier. On est loin du sommet de 2400 personnes évacuées atteint quelques jours plus tôt. Plus de 8700 Canadiens ont pu quitter Beyrouth depuis que l'exode a débuté, la semaine dernière. Les autorités canadiennes s'attendaient à évacuer environ 10 000 personnes, a indiqué M. Harper. L'évacuation va probablement prendre fin d'ici 24 heures, et le nombre de gens évacués sera probablement près de 10 000 lorsque ce sera terminé, a-t-il ajouté.

Un bateau affrété par le Canada devrait entrer dans le port de Tyr, dans le sud du Liban, aujourd'hui, pour y recueillir tous les Canadiens et d'autres ressortissants étrangers souhaitant fuir le Sud-Liban.

Par ailleurs, au Québec, depuis les deux derniers jours, 1600 ressortissants canadiens en provenance du Moyen-Orient sont arrivés à l'aéroport Montréal-Trudeau, révélait un communiqué du ministère de la Sécurité publique. C'est le double du nombre de personnes arrivées au cours des trois premiers jours de l'opération de rapatriement, qui avait débuté vendredi.

Presse canadienne

Presse canadienne

Rapport de l'Economic Policy Institute

Le système de santé américain : onéreux et peu efficace

Washington — Le système de santé américain est le plus onéreux parmi les pays industrialisés et l'un des moins efficaces quant au nombre de personnes couvertes, selon un rapport publié hier par l'Economic Policy Institute (EPI) à Washington.

«Alors que les États-Unis dépensent plus en frais de santé que chacun des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), environ 16 % soit 45,8 millions de personnes aux États-Unis n'avaient aucune forme de couverture maladie en 2004», souligne le rapport.

«L'Irlande, l'Autriche et la Finlande dépensent environ la moitié de ce que dépensent les États-Unis en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), mais couvrent entre 99 % et 100 % de leurs populations respectives», ajoute-t-on de même source.

Les États-Unis dépensent davantage que tous les autres pays de l'OCDE pour la santé avec 15 % de leur PIB comparé à 11,6 % en Suisse, 11,1 % en Allemagne et 10,1 % en France.

Les pays les moins dépensiers sont l'Irlande (7,4 %), l'Autriche (7,5 %) et la Finlande (7,5 %).

Dans la répartition des dépenses entre les secteurs public et privé, les États-Unis sont les plus généreux avec le privé en lui réservant une part de 8,3% alors que, dans des pays comme la France, celle-ci ne représente que 2,4 % et tombe à 1,3 % au Royaume-Uni et 1,4% en Suède.

Espérance de vie

Selon le rapport, l'espérance de vie aux États-Unis était aussi en 2003 (statistique la plus récente) la plus faible des 19 autres pays étudiés, à l'exception de celle au Danemark, Américains et Danois ayant une espérance de vie moyenne de 77,2 ans.

Les États-Unis ont le plus fort taux de mortalité infantile avec sept décès pour 1000 naissances, le Japon ayant le plus faible avec trois pour 1000.

Les États-Unis détiennent également la palme du pays industrialisé où le plus grand nombre de ménages vivent dans la pauvreté. Si celle-ci est évaluée en fonction du nombre de foyers qui vivent avec moins de 50 % du revenu médian, les ménages pauvres représentent 17 % de la population totale aux États-Unis contre 5,4 % en Finlande, 8 % en France, 8,3 % en Allemagne et 12,3 % au Royaume-Uni.

Quant à la productivité supérieure des Américains par rapport aux habitants des autres pays étudiés, l'EPI indique qu'elle provient essentiellement du plus grand nombre d'heures travaillées et de la durée bien moindre des vacances.

Les travailleurs à temps plein aux États-Unis passaient ainsi en moyenne 46,2 semaines par an au travail, soit 10,2 semaines de plus que les Suédois et 5,5 semaines de plus que les Français, selon des chiffres de 2005.

Presse canadienne

EN BREF

Aide canadienne

Toronto — Alors que le gouvernement fédéral s'apprête à venir en aide financièrement aux personnes ayant souffert du conflit au Liban, une nouvelle étude laisse entendre que plus du tiers de l'aide internationale du Canada ne profite pas aux pauvres. Une proportion aussi élevée que 39 % de l'aide accordée par Ottawa est mal ciblée, versée à des conseillers surpayés ou liée à des dépenses effectuées au pays, avance l'agence de développement international ActionAid dans son plus récent rapport annuel. Cela signifie que plus d'un milliard, sur les 3,74 milliards de dollars que le Canada a consacrés à l'aide internationale en 2004-2005, ne se rend pas jusqu'aux gens qui en ont le plus besoin. — PC



Une cérémonie d'adieu s'est tenue hier à l'aéroport de Kandahar afin de rendre hommage aux deux soldats canadiens tués samedi dernier en Afghanistan.

Les dépouilles de caporaux tués en Afghanistan sont ramenées au Canada

Kandahar, Afghanistan — Les camarades militaires des caporaux Jason Warren, de Montréal, et Francisco Gomez, d'Edmonton, leur ont fait un dernier adieu hier, en Afghanistan, les deux dépouilles ayant été placées à bord d'un avion qui les ramène présentement au Canada.

Rappelons que les deux militaires ont péri quand un kamikaze a conduit son véhicule juste derrière leur blindé et déclenché une explosion. Il s'agit de 18^e et 19^e soldats canadiens à avoir été tués en Afghanistan depuis le début de 2002.

D'autre part, la violence s'est intensifiée lundi en Afghanistan. Juste à l'est de Kandahar, deux soldats de la coalition internationale ont subi de graves blessures quand une camionnette bourrée d'explosifs a explosé au passage de leur patrouille. La nationalité des deux blessés n'a pas été dévoilée mais, selon des témoins, ils seraient Américains.

Les affrontements les plus violents ont toutefois eu lieu dans l'ouest de l'Afghanistan, dans la province de Farah, jusqu'à présent paisible.

Un porte-parole taliban avait promis la semaine dernière qu'une vague d'affrontements contre les

forces afghanes et celles de la coalition dirigée par les États-Unis serait lancée sous peu.

Menace

La menace a semblé se concrétiser quand des centaines de combattants talibans s'en sont pris à un édifice du gouvernement afghan, à l'aide de grenades propulsées par fusées et de mitrailleuses. Trois policiers ont été tués et sept autres blessés dans ce qui constituait l'opération la plus audacieuse des insurgés à ce jour.

Dans d'autres régions de l'Afghanistan, on a assisté à une rafale d'attentats suicides, d'attentats à la bombe sur les routes et de fusillades. Dans la province de Farah, quatre présumés kamikazes ont été tués par des policiers. Un petit garçon qui passait près d'eux a péri quand les policiers ont tiré sur la bicyclette d'un kamikaze, la faisant exploser, et le père du garçon a été blessé. Près de Kandahar, deux Afghans qui livraient des médicaments pour l'Agence d'aide internationale Vision mondiale ont aussi été abattus.

Presse canadienne

Grosses chaleurs et pannes d'électricité en série aux États-Unis

Los Angeles — Les États-Unis sont touchés depuis une quinzaine de jours par une vague de chaleur qui a provoqué d'importantes coupures de courant à New York, dans le Missouri (centre) et en Californie.

Dans cet État où la demande en électricité, gonflée par l'usage des climatiseurs, a battu des records lundi avec 50 259 mégawatts, les autorités ont été contraintes de décréter l'alerte à la pénurie de niveau deux sur une échelle de trois: certaines entreprises ayant donné leur accord préalable ont eu le courant coupé.

Le même scénario s'est reproduit hier. La canicule devrait commencer à s'apaiser aujourd'hui, selon les services météorologiques.

La Californie vit dans la hantise de coupures d'électricité tournantes, comme cela s'était produit lors de la crise énergétique de 2001, attribuée à une libéralisation ratée du secteur et qui avait contraint les autorités à décréter l'état d'urgence.

Le mercure est monté à 48°C la fin de semaine dernière à Woodland Hills, dans la banlieue de Los Angeles, un record absolu pour cette région.

Chaque année aux États-Unis, près de 400 décès sont attribués à la chaleur, selon le centre de contrôle et de prévention des maladies, interrogé par l'Agence France-Presse. Aucun bilan sur d'éventuelles victimes n'était disponible hier.

Quelque 50 000 foyers étaient encore privés de courant en début de semaine en Californie, notamment à San Francisco. Au total, depuis le 13 juillet, plus de 700 000 foyers ont été à un moment donné dans le noir, sans réfrigérateur ni air climatisé en Californie, selon le Los Angeles Times.

Cet état de fait est la rançon d'années de sous-investissement dans les infrastructures publiques, certains éléments du réseau électrique datant des années 1930, a reconnu le département de l'énergie de Los Angeles.

À New York

À New York, où au moins 6000 personnes du quartier du Queens sont sans électricité depuis neuf jours, la vétusté des équipements provoque l'amertume des habitants. Jusqu'à 100 000 foyers à New York ont été privés de courant durant la fin de semaine.

Certaines rues prennent l'allure d'une zone envahie par des réfugiés, la Croix-Rouge fournissant de la nourriture, de l'eau et de la glace aux habitants. Des docteurs organisent des consultations sur le trottoir.

«C'est surréaliste. Nous sommes à New York. Cela ne devrait pas se passer comme cela avec les impôts et les factures d'électricité que l'on paye», a dénoncé un habitant cité par le quotidien USA Today. La vague de chaleur à New York semblait s'apaiser hier.

Dans la ville, 750 entreprises étaient affectées hier par les coupures de courant parmi lesquelles des restaurants et des marchands de glaces.

Dans le Missouri, dans le centre des États-Unis, ce sont deux orages hors du commun qui ont frappé la région la semaine dernière, laissant 600 000 foyers sans électricité. Lundi encore, 159 000 logements n'avaient pas de courant, dont la majorité à Saint Louis.

La canicule a même contraint le site Internet destiné aux jeunes MySpace.com, devenu récemment le portail le plus populaire aux États-Unis, à cesser ses activités pendant quelques heures.

«À cause de la chaleur record à Los Angeles pendant la fin de semaine, l'endroit où les serveurs de MySpace sont installés a subi des coupures de courant et les générateurs de secours n'ont pas fonctionné», a indiqué l'entreprise dans un communiqué, précisant que tout était rentré dans l'ordre.

Agence France-Presse

LE MONDE

PERSPECTIVES

Pour faire face au regain de violence dans la capitale irakienne

Une page de tournée au Liban

MOUNA NAÏM

Quelle que soit l'issue militaire de la guerre qui oppose le Hezbollah à Israël, rien ne sera plus comme avant au Liban, une fois que les armes se seront tuées. Les principales forces politiques vont se retrouver face à face, mais aussi face à elles-mêmes et à la part de responsabilité de chacune d'elles pour éviter une réédition de la situation actuelle.

A ce stade, nul ne peut prévoir la durée du conflit armé: les protagonistes continuent de camper sur leurs positions respectives. Israël affirme qu'il ne cessera le feu que lorsqu'il aura atteint ses objectifs. Le Hezbollah se dit capable de tenir tête aussi longtemps qu'il le faudra devant une armée qu'il commence à qualifier de «tigre de papier». L'étendue des destructions et des pertes en vies humaines provo-

Le Hezbollah parie sur une usure de l'armée et du moral des populations israéliennes

quées par la puissance de feu de l'aviation, de la marine et de l'artillerie israéliennes est certes considérable, mais elle ne semble pas avoir affecté la combativité du Hezbollah.

A la différence d'une armée, celui-ci pratique en effet une guérilla extrêmement mobile, et ses combattants connaissent bien un terrain qu'ils «pratiquent» depuis plus de 20 ans. D'où les pertes qu'il a infligées à ce jour à l'armée israélienne

chaque fois que cette dernière a tenté une incursion terrestre en territoire libanais. Ces succès ne préjugent rien de l'avenir.

À quoi le Hezbollah mesurera-t-il sa «victoire»? À sa capacité de résistance à «l'agression israélienne», a répondu son secrétaire général Seyyed Hassan Nasrallah. Il parie sur une usure de l'armée et du moral des populations israéliennes pour que les exigences de l'État juif aillent *de crescendo* vers un cessez-le-feu et la négociation. En réponse à ses adversaires politiques libanais qui contestent depuis plus d'un an son droit à constituer un État dans l'État et à continuer d'être la seule formation encore armée, le Hezbollah a toujours brandi l'argument de la dissuasion par rapport à Israël, compte tenu de la faiblesse de l'armée libanaise.

Il s'est, par ailleurs, auto-attribué la mission de libérer les 45 kilomètres carrés de territoire encore occupés dans le sud et d'obtenir le retour au pays des Libanais détenus par l'État juif. Il s'arrogeait ainsi le pouvoir de décision de la paix ou de la guerre. Il assurait en outre qu'à l'ombre de la menace qu'il fait peser sur l'État juif, les populations du Sud-Liban connaîtraient la paix et la prospérité, après avoir été en première ligne des hostilités du temps de la présence armée palestinienne au Liban et de l'occupation israélienne d'une partie de la zone frontalière.

Cette promesse du quasi-paradis faite aux sudistes vient de voler en éclats avec l'offensive israélienne. Le sud, comme une bonne partie du reste du pays, est en lambeaux, pour reprendre une expression du premier ministre libanais, Fouad Siniora.

En prenant l'initiative de capturer deux soldats israéliens, le 12 juillet, le Hezbollah savait pertinemment par expérience que la réaction israélienne serait sévère. Il affirme néanmoins aujourd'hui que l'ampleur de cette réaction est la preuve que l'affaire des deux soldats a été prise pour prétexte par l'État juif pour mettre à exécution un plan mis au point de longue date, visant à l'anéantir en tant que résistance armée.

Pour l'heure, compte tenu de l'ampleur du sinistre provoqué par la guerre, la classe politique libanaise n'a qu'un leitmotiv: union nationale face à un «ennemi israélien» qui n'épargne rien ni personne. Mais, d'ores et déjà, à mots de moins en moins couverts, d'aucuns, comme Walid Joumblatt, dirigeant druze et chef du Parti socialiste progressiste, ou Saad Hariri, qui dirige le Courant du futur, disent que le Hezbollah devra rendre des comptes. Ils reflètent l'opinion de la majorité politique actuelle, dont ils sont certains des figures de proue. Le premier, M. Joumblatt, accuse le «Parti de Dieu» d'être l'exécutant au Liban d'un plan irano-syrien visant à empêcher ce pays de recouvrer son indépendance et de restaurer l'autorité de l'État, après le retrait forcé de l'armée syrienne, et à le transformer en unique champ de bataille contre Israël.

Dialogue national

Cette majorité politique considère, en tout cas, qu'elle a été poignardée dans le dos par le Hezbollah, à l'heure où l'élaboration d'une «stratégie de défense», et donc le sort de l'armement du Hezbollah, était le principal sujet à l'ordre du jour d'un «dialogue national» engagé en mars, dont l'objectif était de parvenir à des solutions. Mais à des solutions par des moyens pacifiques, tant il est vrai que le recours à la force contre une formation qui représente sans conteste une très grande partie, sinon la plus grande, de la communauté chiite, risque de mettre le pays à feu et à sang et de le ramener des années en arrière. Ce que chacun et tous affirmaient vouloir éviter à tout prix.

Ce qui est certain aujourd'hui, c'est que même dans l'hypothèse où l'attaque israélienne arriverait à briser l'échine du Hezbollah, elle ne pourrait garantir le désarmement de cette formation. Ce sera aux Libanais de le faire. Par quel moyen, sans risquer de mettre en péril l'unité du pays et même de l'armée — dans le cas tout à fait hypothétique où une telle solution serait envisagée? La majorité des soldats du rang de la troupe appartient en effet à la communauté chiite. Pour éviter un bain de sang, qu'il a toujours affirmé vouloir conjurer, le Hezbollah lui-même acceptera-t-il de se désarmer, fort d'une éventuelle «victoire» remportée grâce à sa résistance, ou tirant les leçons d'un éventuel échec, si Israël l'emportait?

Considérant une telle impasse, le gouvernement libanais prône une solution «radicale», qui ôterait, selon lui, au Hezbollah toutes les raisons de continuer de porter les armes. A savoir: l'obtention, par les voies diplomatiques, du retrait de l'armée israélienne des fameuses 45 kilomètres carrés de territoire encore occupés, la remise en liberté des Libanais détenus en Israël et le retour au respect du traité d'armistice conclu entre le pays du Cèdre et l'État juif en 1949. En attendant une «solution globale» du conflit au Proche-Orient, dont on ne voit pas l'ombre d'un commencement se profiler à l'horizon.

On n'en est pas encore là, mais si un tel règlement devait voir le jour, le Hezbollah devrait abattre ses cartes. Sa stratégie est-elle, comme il l'affirme, purement libanaise ou voudra-t-il continuer la lutte jusqu'au règlement des contentieux syro-israélien et palestino-israélien?

Le Monde

Renforts américains à Bagdad

Bush et Maliki refusent toujours de parler de guerre civile

Washington — Le président George W. Bush a annoncé hier le transfert de troupes américaines de la province irakienne vers Bagdad pour faire face au regain de violence dans la capitale d'un pays menacé de guerre civile, de l'aveu même de son premier ministre, Nouri al-Maliki.

M. Maliki et le général américain George Casey, commandant de la force multinationale en Irak, «se sont entendus pour déployer des troupes américaines supplémentaires et du personnel de sécurité irakien à Bagdad dans les prochaines semaines», a déclaré M. Bush lors d'une conférence de presse commune avec le premier ministre irakien, qui effectue actuellement son premier voyage à l'étranger depuis sa prise de fonctions en mai.

Ces troupes «viendront d'autres régions du pays», a précisé M. Bush pour signifier que cette annonce, attendue, n'équivalait pas à une augmentation du contingent d'environ 130 000 Américains déjà stationnés en Irak.

Ce redéploiement s'accompagnera d'un renforcement de l'équipement des forces irakiennes, a dit M. Bush. «Nos commandants militaires me disent que ce redéploiement reflète mieux les conditions actuelles sur le terrain en Irak», a indiqué M. Bush, une manière de constater l'échec du plan de sécurisation mis en œuvre par M. Maliki en juin comme l'une de ses toutes premières initiatives de nouveau chef de gouvernement.

Malgré l'engagement de 50 000 hommes irakiens appuyés par plusieurs milliers de soldats américains, les assassinats et les attentats se sont multipliés à Bagdad. Cette recrudescence a fait dire à des responsables irakiens que le pays avait basculé dans la guerre civile, en dépit des attentes placées par l'administration Bush dans le premier gouvernement permanent élu depuis 2003. La Maison-Blanche et M. Maliki refusent la dénomination de guerre civile. Mais M. Maliki a reconnu que le danger existait. Le plan de sécurité de son gouvernement vise d'abord à faire cesser la violence confessionnelle, a-t-il dit. «et, si Dieu le veut, la guerre civile n'aura pas lieu en Irak».

Selon un rapport de l'ONU, 5818 civils ont été tués en Irak en mai et en juin.

M. Maliki sera également très attendu par le



Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki et le président George Bush en route vers leur conférence de presse hier à la Maison-Blanche.

Congrès, devant lequel il aura le rare honneur de prononcer un discours et qui attendra des assurances quant à l'évolution de l'Irak.

Des membres démocrates du Congrès américain se sont inquiétés hier de la dénonciation d'Israël par l'Irak dans le conflit du Proche-Orient, et certains d'entre eux ont réclamé l'annulation du discours de Maliki à moins que celui-ci ne présente des excuses. Maliki a exhorté la semaine dernière «le monde à prendre rapidement position pour arrêter l'agression israélienne».

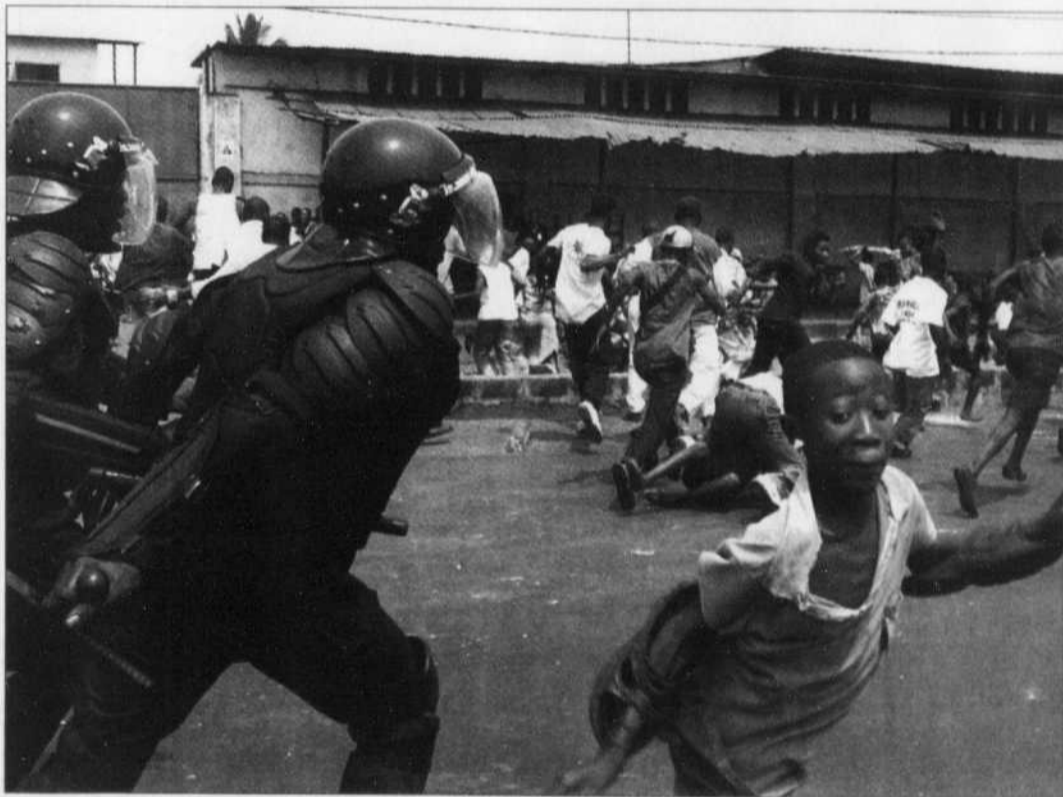
En Irak même, l'un des principaux dirigeants

chiïtes, Abdoul Aziz al-Hakim, a appelé à la formation de milices et de groupes d'autodéfense, bien que l'existence de milices chiïtes soit décrite depuis des mois par la Maison-Blanche comme l'un des facteurs essentiels de la violence.

M. Maliki, à la tête d'un gouvernement menacé par les divisions et soumis aux pressions de toutes parts, a clairement exprimé sa différence avec M. Bush en réclamant un cessez-le-feu immédiat au Liban.

Agence France-Presse et Reuters

À la veille d'élections historiques



Jeune Congolais pris hier dans les affrontements entre les milliers de partisans de l'opposition et des policiers anti-émeutes.

Kinshasa est dans la rue

Kinshasa — Des affrontements ont éclaté hier à Kinshasa entre plusieurs milliers de partisans de l'opposition et des policiers anti-émeutes, à l'approche d'élections historiques destinées à apporter une paix durable en République démocratique du Congo.

Les forces de sécurité ont fait usage de matraques et de gaz lacrymogènes contre les protestataires qui lançaient notamment des cocktails Molotov. Les partisans de l'opposition ont également brûlé des affiches de campagne du président Joseph Kabila et des banderoles sur lesquelles apparaissait le slogan «En paix, nous reconstruisons le pays». Aucune information faisant état de blessés n'a été diffusée.

«Notre pauvreté provient de notre politique, qui ne fonctionne pas. Nos dirigeants sont corrompus et vendent nos richesses à l'étranger alors que nous n'avons rien», dénonçait Bob Massoud, un artiste de 23 ans. «Nous sommes fous parce que nous souffrons. Tout le monde est en colère.» Les tensions sont perceptibles à l'approche du vote de dimanche en RDC. Il s'agit des premières élections présidentielle et législatives libres multipartites depuis des décennies.

Joseph Kabila fait figure de favori parmi les 33 candidats qui cherchent à sortir le pays de la période de

transition ayant suivi les conflits achevés en 2002.

Mais les protestataires, issus de deux formations de l'opposition, arguent d'irrégularités dans les listes électorales, une accusation rejetée par les autorités électorales. Ils déclarent aussi que Kabila, âgé de 35 ans, a une mère rwandaise, notant que le fils de l'ancien dirigeant rebelle Laurent-Désiré Kabila qui a provoqué la chute du dictateur Mobutu Sese Seko, a passé la plupart de ses années de formation à l'étranger et ne parle pas le lingala.

Selon des organisations humanitaires, quelque quatre millions de Congolais sont morts durant la guerre, la plupart de faim ou de diverses maladies. Les violences se sont poursuivies dans l'est, près du Rwanda et de l'Ouganda.

Hier, le Programme alimentaire mondial a précisé que les prochains affrontements entre les milices et l'armée dans la province de l'Ituri avaient contraint quelque 38 000 personnes à fuir leur maison. Il a précisé qu'il lui fallait 106 millions de dollars pour fournir des denrées alimentaires à environ 1,7 million de personnes dans le pays.

Associated Press

EN BREF

Heurts en Géorgie

Tbilissi — La Géorgie a envoyé des soldats dans la vallée de la Kodori, secteur échappant à son contrôle, pour tenter de soumettre l'homme fort de la région, mais elle a souligné qu'elle ne se servirait pas de cette opération pour relancer le conflit avec les séparatistes abkhazes. Un premier accrochage a été signalé entre les forces gouvernementales et des combattants fidèles à l'ancien gouverneur de la région, Emzar Kvitsiani, qui a proclamé l'autonomie de ce territoire donnant accès à l'Abkhazie, dans le nord-ouest de la Géorgie. «Nous ne tolérerons pas l'anarchie et nous aurons recours aux forces de police pour rétablir l'ordre constitutionnel», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Gueula Bejouchvili lors d'une conférence de presse. Il a ajouté sans autre précision que les forces envoyées dans la val-

lée n'étaient pas fortement armées. Des membres de la force de maintien de la paix russe ont dit à l'agence Interfax que la Géorgie avait envoyé 30 camions, 37 jeeps, deux véhicules blindés et plus de 500 hommes dans la vallée. Cette vallée est l'un des chemins empruntés par les forces géorgiennes lorsqu'elles ont tenté, en vain, de reprendre le contrôle de l'Abkhazie, en 1992-93. Actuellement, une partie de la vallée est contrôlée par les séparatistes abkhazes et une autre partie par Kvitsiani, qui a irrité Tbilissi en proclamant l'autonomie, dimanche soir. La force de maintien de la paix russe, qui dispose de postes le long de la ligne entre les parties abkhaze et géorgienne de la vallée a dit avoir entendu une brève fusillade côté géorgien. Bejouchvili a assuré que l'opération contre Kvitsiani n'affecterait pas la partie de la vallée sous contrôle abkhaze. — Reuters

Chávez vient s'armer à Moscou

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD

Le président vénézuélien, Hugo Chávez, est arrivé hier en Russie, pour une visite officielle de deux jours, le temps d'acheter à Vladimir Poutine pour un milliard de dollars d'armement. Moscou ne sera qu'une étape dans la tournée mondiale de Chávez, qui conduira ensuite dans l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad dont il défend le droit à développer son programme nucléaire. Lundi, la bête noire latino-américaine de Washington était chez son «ami», le satrape biélorusse Alexandre Loukachenko, qualifié de «dernier dictateur d'Europe» par les États-Unis et que l'Union européenne a interdit de visa depuis les manipulations de l'élection présidentielle du 19 mars. Chávez a donné raison à Loukachenko de «être ainsi opposé à une fausse démocratie qui est en fait une dictature des oligarques transnationaux». Les deux nouveaux amis vont construire une «véritable alliance stratégique» selon une «conception multipolaire» — comprendre anti-américaine.

«Confrontation»

Récemment, Hugo Chávez n'avait pas exclu de se rendre prochainement en Corée du Nord, dont les essais de missiles du 4 juillet ont été salués par son gouvernement. L'ex-lieutenant-colonel putschiste, pour qui l'Amérique latine semble désormais trop étroite, se verrait bien en chef de file mondial de «l'anti-impérialisme». Mais cette tournée mondiale a un objectif plus immédiat: rassembler un maximum de soutiens pour décrocher, à la fin de l'année, une place au Conseil de sécurité de l'ONU, une éventualité qui met Washington en boule. A la fin de l'année, une des places de membres non permanents du Conseil, réservée à l'Amérique latine et tenue actuellement par l'Argentine, sera vacante. Le Venezuela est candidat, rival du Guatemala, soutenu par les États-Unis.

«Le Venezuela, dit-on à Washington, a une façon particulière de se comporter dans les institutions internationales qui le mène à la confrontation.» La campagne d'Hugo Chávez, pour qui «la tombe de l'impérialisme américain est creusée», l'a déjà mené à un sommet de l'Union africaine au début du mois ainsi qu'à postuler en tant que membre observateur de la Ligue arabe, affaire qui doit être conclue en septembre.

L'opérateur du «socialisme du XXI^e siècle» ne cherche pas de nouveaux amis. Le «Comandante» veut aussi des armes. À Moscou, il signera le contrat d'achat de 30 chasseurs Sukhoï-30 et d'autant de modernes hélicoptères de combat. Des négociations sont également en cours avec la Russie pour la construction au Venezuela de deux usines pour fabriquer des kalachnikovs et leurs munitions. Et Caracas vient de prendre livraison d'un tiers des 100 000 fusils d'assaut russes AK-103, achetés l'an dernier. Caracas a beau jeu de répéter que tous ces achats à la Russie sont dus à l'interdiction donnée par Washington de vendre du matériel ou des composants américains. C'est ainsi que, depuis plusieurs années, le Venezuela n'a pu rénover sa vieille flotte de chasseurs F16. Il n'empêche, le budget militaire vénézuélien ne cesse d'augmenter: +33 % en 2006.

«Il y a un risque de déclenchement d'une nouvelle course à l'armement dans la région», estime Miguel Navarro, de l'Académie d'études politiques stratégiques chiliennes. Pour Washington, le Venezuela est désormais «un facteur d'instabilité régionale» plus seulement politique mais aussi militaire. «Nous n'allons chercher personne mais que personne ne vienne nous chercher. Nous nous préparons pour la défense de notre terre sacrée», se défend Chávez, qui accuse régulièrement Washington de préparer une attaque contre son pays. Élément de cette «défense», outre les 100 000 hommes des trois armes et de la gendarmerie: une «armée» de réservistes qui devrait atteindre prochainement deux millions d'hommes, sur 26 millions d'habitants.

Libération

É D I T O R I A L

Sauver
les apparences

Lors de sa rencontre avec le président Bush, le premier ministre irakien Nouri al-Maliki a abordé les sujets qui fâchent. L'objectif? Prendre ses distances d'avec l'administration américaine pour gagner, espère-t-il, la confiance des Irakiens.

Selon un récent rapport de l'ONU, le nombre de personnes tuées quotidiennement avoisine la centaine. On le sait, ces morts sont le fait des milices chiïtes et des insurgés sunnites. Pour le gouvernement irakien, dans l'augmentation des carnages constatée depuis le printemps un autre facteur a joué: l'implication des forces américaines dans la pacification de Bagdad et des principales villes du pays est beaucoup trop faible pour ne pas dire nulle.

Tout logiquement, le chef du gouvernement irakien a demandé à son homologue américain qu'il commande un redéploiement des troupes afin que celles-ci soient plus concentrées à Bagdad. Sur ce plan, Maliki a obtenu satisfaction. En effet, Bush a acquiescé à sa requête et annoncé un transfert de bataillons vers la capitale. Pour le reste, il n'est pas certain que le premier ministre irakien remporte la mise.

Il serait en tout cas très étonnant que le président Bush accepte que les soldats américains soient imputables des actes qu'ils commettent sur le sol irakien et soient traduits devant les tribunaux irakiens. Cette revendication est pourtant considérée comme prioritaire par Maliki qui en avait d'ailleurs fait une de ses principales promesses électorales. Quant à la population irakienne, son humeur à cet égard est à fleur de peau. Qu'un soldat ayant violé une Irakienne soit jugé par des Américains les horripile au plus haut point. On se souviendra que, depuis l'offensive en Afghanistan, la position de l'administration n'a jamais changé: tout militaire américain est imputable devant la loi américaine.

Autre pomme de discorde: l'amnistie des insurgés sunnites qu'envisage Maliki. Sur ce front, les dirigeants de la communauté sunnite sont au diapason. Estimant que le passage obligé à l'unité du pays s'appelle le pardon, ils font énormément de pression sur le chef de l'exécutif en le priant notamment de ne pas céder un pouce à Washington à ce propos.

Pour Maliki, le problème auquel il est confronté à ceci d'énorme que le rapport de forces, à court terme s'entend, n'est vraiment pas en sa faveur. C'est bien simple, il a besoin du maintien des forces de la coalition pour éviter que le pays ne sombre dans une guerre civile sans fin. Il a d'ailleurs indiqué son souhait que le président Bush retarde tout pour parler sur le calendrier de retour des troupes. Il a également un besoin aussi énorme qu'immédiat de l'aide financière américaine pour remettre le pays à flot.

Ainsi donc, Maliki a choisi de mettre sur la table des sujets qui fâchent en sachant pertinemment ou plutôt en étant bien conscient que les cartes dont il dispose ne le favorisent pas. Pourquoi cette posture, cette attitude? Il est fort probable qu'en agissant comme il l'a fait Maliki poursuit en fait une politique de relations publiques en caressant l'espoir qu'elle redorerait son image auprès des Irakiens.

Ces derniers, après les longues et pénibles négociations afférentes à la composition de son cabinet, il y a plus de six mois, ne cachent guère leur insatisfaction à l'égard de Maliki et des siens. On s'entretient davantage aujourd'hui qu'hier. On tarde à rétablir le système de distribution électrique, etc. Qui plus est, les militants du parti Dawa, la formation de Maliki, critiquent ouvertement leur patron pour mieux accorder leur soutien à Moqtada al-Sadr. En un mot, il se pourrait bien que la position du premier ministre soit plus précaire que jamais.

Mettre le prix

Il se sera écoulé trois semaines entre l'adoption par le gouvernement Charest du décret prévoyant la rémunération des membres indépendants du conseil d'administration de certaines sociétés d'Etat et sa divulgation la semaine dernière.

Certes, on concrétisait ainsi une annonce faite en avril, dans l'énoncé de politique sur la modernisation de la gouvernance des sociétés d'Etat. Mais comme l'annonce était déjà noyée à l'époque dans toutes les autres mesures prévues (les observateurs l'avaient bien reçue mais s'étaient plutôt attardés au reste de l'énoncé), qu'elle soit ainsi conclue en douce dans la torpeur de l'été concourait à ce qu'elle passe inaperçue.

Il n'est pourtant pas inintéressant de noter que, alors qu'en avril on évoquait une rémunération variant de 12 000 à 20 000 \$ par année, le décret fait voir que celle-ci pourra plutôt atteindre les 30 000 \$. Voilà qui n'est pas à dédaigner, vu le nombre d'amis politiques qui convoitent ce genre de poste. Ah! mais c'est là le prix, minimum!, de la qualité, n'a-t-on de cesse de dire au gouvernement. Car le nouveau mantra est clair: le temps des bénévoles est passé, place aux administrateurs expérimentés.

Fort bien. Mais l'adoption du décret donne enfin l'occasion de poser une question de fond: pourquoi seules six sociétés d'Etat (Caisse de dépôt et placement du Québec, Hydro-Québec, Investissement Québec, Société d'assurance automobile du Québec, Société des alcools du Québec et Loto-Québec) y sont-elles ciblées? Après tout, l'énoncé d'avril concerne 24 organismes.

Bien sûr, la réponse officielle existe: ces sociétés sont non seulement plus importantes que les autres, elles jouissent aussi d'une plus grande indépendance financière. Et leur apport financier est majeur pour le gouvernement.

Traduction libre: même pour l'Etat, brasser des affaires vaut, de manière littérale, bien plus que s'occuper de culture ou d'affaires sociales. Dans les faits, cela signifie qu'il y a dorénavant deux classes d'administrateurs sollicités par l'Etat: ceux de qualité, dignes d'être payés, et les autres — membres par exemple du conseil d'administration du Conseil des arts et des lettres, de la SODEC, de la Société d'habitation du Québec ou de la Régie des rentes —, tout juste bons, en dépit de leur expertise, à faire du bénévolat (tenu, on l'aura compris, en bien piètre estime).

Mais que croit-on? Que les artistes qui siègent au CALQ ne sont là que pour s'amuser, que leur temps à eux est à donner? Que ces sociétés qui dépendent de l'argent plutôt que d'en rapporter n'ont que des décisions mineures à prendre? Le rapport Vaugeois sur la saga des festivals de cinéma, qui mettait en cause la SODEC, nous aura pourtant démontré l'importance d'un conseil d'administration solide pour éviter les dérapages, quelle que soit la société d'Etat.

Si le nouvel état d'esprit gouvernemental veut que rémunération et saine gouvernance soient maintenant synonymes, alors que la même règle s'applique à tous. A moins de sombrer dans les préjugés, il n'y a pas de raison qui tienne pour hiérarchiser les missions de l'Etat.

jboileau@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



REPRISE

L E T T R E S

En souvenir du Frère Untel

Le «joyal» galope toujours dans les prés verts et mouillés du Québec. Il a la crièrière au vent et ses sabots saccagent toujours les platebandes de la demeure française du Québec. Il hennit et grogne, bière en main, joint au bec, dans les soirées nationalistes qui déguisent, une fois l'an, les plaines d'Abraham, lieu de la première conquête. Il couche avec son nouvel allié, l'ordinateur, qu'utilise une jeunesse désabusée et désemparée. La novlangue achève de détruire ce qu'il reste de la poésie de cette langue si belle que chantaient si merveilleusement le poète de l'île d'Orléans.

Le Québec parle toujours et écrit «joyal». Il écrit raccourci sur l'écran cathodique. Il écrit et parle avec une simplification lexicale et syntaxique destinée à rendre impossible l'expression des idées. La langue pure partait du principe que la pensée dépend du mot. La pensée éclairée ne dépend plus que du son, de l'abréviation, de l'imprécision. Les mots nobles, comme liberté, amour, don de soi, pardon ne s'écrivent plus sur fond de limpidité: ils ont leurs substituts qui ne sont que des caricatures de la réalité dont on parle. Ceux qui osent encore écrire et parler correctement passent pour des hurluberlus, des décrochés du système abrutissant qui les avale.

La cavalcade avance dans l'inconscience. Quelques-uns, ahuris, tentent d'alerter et de prédire la catastrophe. Les badauds rient. Tout proche, le précipice de l'assimilation se profile. La Louisiane du Nord s'élève dans l'hébètement général. Après tant de luttes, la seconde défaite est proche.

Et il n'y aura pas de reprise du combat. Car nous serons morts, mon frère!
Nestor Turcotte
Matane, 25 juillet

C'est le Québec
qui est une nation

L'argument exprimé récemment dans *Le Devoir* par le professeur de philosophie Charles Blattberg, à savoir que la communauté politique francophone québécoise forme une nation, est pour le moins spécieux.

Le concept même de communauté politique est vague à souhait et ne signifie rien en termes juridiques.

Et si chacune des communautés culturelles du pays était une nation, comme il le laisse entendre, ce n'est pas deux nations que nous aurions au Canada, mais des dizaines!

De fait, ce sont les pays qui dans notre monde constituent les nations, malgré la diversité des groupes culturels présents sur leurs territoires.

Finalement, pour bon nombre de Québécois, c'est bien le Québec lui-même qui forme une nation et non seulement les Québécois francophones.

Le bon professeur parle une langue de bois suavement déconnectée. Comme Zarathoustra, il devrait sortir plus souvent de sa caverne pour revenir dans la réalité. Le choc lui serait probablement salutaire.

Michel Magnant
Montréal, 17 juillet

Maurice Lebel
(1909-2006) et l'amitié

Un pionnier. Un ami. Appartenait-il à un autre âge? On le pense, à la manière dont il a aimé les humanités grecques jusqu'à la fin de sa vie. En plus d'être un défenseur ou plutôt un tendre fa-

natique de la Grèce antique, le professeur Lebel fut un des premiers témoins laïques à «pouvoir» enseigner dans les collèges classiques de l'époque. Il le fit toujours avec humilité, zèle, savoir-faire et compétence, d'autant plus que la qualité de l'enseignement supérieur fut une de ses premières préoccupations. Helléniste convaincu, il était peut-être normal qu'il devienne notre maître à la manière d'Aristote (384-322).

Celui-ci écrivit dans son *Éthique à Nicomaque VIII* des pages célèbres sur la nature de l'amour à son meilleur. Amour de bienveillance, de préférence. Non plus toi pour moi, mais moi pour toi! Aristote estime, en effet, qu'on ne connaît celui, celle qu'on aime d'amitié qu'après l'avoir longtemps côtoyé, qu'après «avoir mangé avec lui beaucoup de sel».

L'amour, lui, est plus spontané, donc plus aveugle, dirait Platon; l'amitié est davantage de l'ordre de la recherche préméditée du bonheur de l'autre qui assurera en même temps son propre bonheur.

L'amitié que pratique le professeur Lebel est celle d'une large bienveillance à l'égard de ses collègues, des étudiants surtout. Tant de services rendus, dont la recherche savante, l'enseignement, les cours, la correction, les travaux, la direction des thèses, des lettres de recommandation significatives, les jurys et tout le reste. L'universitaire consciencieux mérite ainsi plus que son salaire.

De toute façon, les amis d'Aristote tels qu'ils existent encore aujourd'hui, par exemple Vianney Décarie, Richard Bodéus, et plusieurs survivants des lettres grecques savent à quel point ils ont perdu en Maurice Lebel de l'université Laval, décédé le 24 avril dernier, un «fidèle» ami dans l'art du savoir-aimer.

Benoît Lacroix
Université de Montréal

LIBRE OPINION

Les oublis des premiers ministres

HUGH MACKENZIE
Économiste indépendant et chercheur associé au Centre canadien de politiques alternatives
BRUCE CAMPBELL
Directeur général du Centre canadien de politiques alternatives

Lors de la rencontre des 13 premiers ministres provinciaux et chefs territoriaux à Saint-Jean, Terre-Neuve, les questions budgétaires dominent l'ordre du jour. Et ce ne sera pas joli.

Au cours des derniers mois, divers travaux préliminaires et études ont clairement fait ressortir les lignes de faille entre les provinces. Chaque chef provincial et territorial sait au dollar près quelle combinaison d'options est la plus avantageuse pour sa province. Ces calculs détermineront sa position sur la péréquation et ses revendications prioritaires à l'endroit du gouvernement fédéral entre la péréquation, les transferts égaux par habitant ou les transferts de points d'impôt.

Ce qui est étonnant dans toute cette discorde, c'est que les provinces sont unanimes sur une chose: leur détermination à ne pas tenir compte des faits qui ne font pas leur affaire et de leurs conséquences.

Ainsi, elles s'accordent pour attribuer l'entière responsabilité de leurs problèmes budgétaires au gouvernement fédéral, sans tenir compte du fait que la rivalité entre les provinces en matière de réductions d'impôt a diminué la capacité budgétaire provinciale d'un montant supérieur aux réductions des transferts fédéraux. Elles s'entendent pour dire que les problèmes financiers des administrations locales ne font pas partie du programme budgétaire national, sans tenir compte du fait que, lorsque le gouvernement fédéral a réduit les paiements de transfert aux provinces à la fin des années 1990, les provinces ont en retour réduit leurs transferts aux administrations locales.

Depuis le milieu des années 1990, les recettes

fiscales provinciales ont régressé de 1,7 % du PIB, sous l'effet des réductions de l'impôt des particuliers et des sociétés, commencées en Ontario et en Alberta avant de s'étendre à tout le pays. Entre 1996 et 2001, les recettes provinciales provenant de l'impôt des particuliers sont tombées de 66 % à 61 % des recettes fédérales alors que l'impôt provincial des sociétés passait de 60 % à 50 %.

En 1995, les transferts fédéraux aux gouvernements provinciaux s'établissaient à 4,1 % du PIB. En 2000, ces transferts n'étaient plus que de 3 % du PIB. Au cours de la même période, les transferts provinciaux aux administrations locales sont tombés de 3,9 % à 2,9 % du PIB.

Autrement dit, le déséquilibre fiscal — considéré comme un déséquilibre entre la capacité budgétaire des provinces et leurs responsabilités — est dans une large mesure un problème que les provinces se sont imposé en rivalisant sur le plan des réductions d'impôt. Qui plus est, les provinces ont en fait transmis aux administrations locales les réductions des transferts fédéraux. Mais personne ne veut en parler.

Reconnaître le problème

En l'absence de changements qui permettront aux gouvernements provinciaux de protéger leur capacité budgétaire, leur rivalité sur le plan des réductions d'impôt continuera d'exacerber le déséquilibre fiscal, peu importe ce que le gouvernement fédéral fera. En effet, quelques-unes des propositions de réforme à l'étude, comme le transfert de points d'impôt du gouvernement fédéral aux provinces, ne feraient qu'aggraver la situation puisque les gouvernements provinciaux dépendraient encore davantage des assiettes fiscales les plus vulnérables aux attaques venant de la concurrence en matière de réductions d'impôt.

Au Québec, on croit généralement que le gouvernement fédéral devrait se retirer des dossiers de compétence provinciale et accroître les paiements de transfert parce que ses recettes

sont trop élevées par rapport à ses responsabilités constitutionnelles. Toutefois, bien que les réductions unilatérales des transferts fédéraux aient été abusives et qu'il faille les rétablir, et bien qu'il ait été irréfléchi d'affecter la part du lion du surplus fédéral au remboursement de la dette et aux réductions d'impôt plutôt qu'au reinvestissement social, l'ère des surplus fédéraux tire à sa fin. Le gouvernement conservateur s'emploie à «régler» le déséquilibre fiscal par une nouvelle série de réductions d'impôt et une augmentation massive des dépenses militaires axées sur la sécurité. Cependant, la pression exercée sur les Trésors provinciaux demeure.

Ce ne sont pas des questions faciles. L'Union européenne se démène depuis des années pour élaborer des conventions fiscales visant à limiter la concurrence fiscale entre les États membres. Pour trouver des solutions, les gouvernements doivent d'abord reconnaître le problème.

Il en va de même des problèmes financiers auxquels les villes font face. La situation financière de nos administrations urbaines était déjà précaire avant que les gouvernements provinciaux ne leur transmettent les réductions des paiements de transfert de la fin des années 1990. S'il est pleinement mis en œuvre et rendu permanent, le transfert fédéral lié aux recettes tirées de la taxe sur l'essence du «nouveau pacte pour les villes» s'élèvera à quelque deux milliards de dollars par an.

Mais la réduction des transferts provinciaux aux administrations locales à la fin des années 1990, qui n'a pas été recouvrée, atteint 12 milliards de dollars.

L'infrastructure publique locale continue donc de se détériorer en dépit de l'importance croissante des villes dans notre économie. Or, nos grandes villes ne peuvent même pas être représentées à la table.

La conférence de Saint-Jean donnera sans doute un bon spectacle. Hélas, les enjeux les plus importants du déséquilibre fiscal au Canada ne font pas partie du scénario.

IDÉES

Réactions à la chronique «Les Outgames ou les jeux de la fortune» de Pascale Navarro

Montrer les placards de la discrimination

La vraie discrimination homophobe se fait dans les placards derrière la porte de la chambre des joueurs, dans les cours d'école, dans les activités sociales et familiales, dans l'ombre des ruelles

GILBERT ÉMOND
Professeur à l'université
Concordia et arbitre en chef
en nage synchronisée
et au «Outsplash show»
des 1^{er} Outgames mondiaux

Les sports comme la nage synchronisée excluent maintenant les hommes alors qu'ils étaient autrefois rares mais bienvenus. Tout ça, je l'ai vu récemment.

Alors, comment peut-on gagner le droit à être un humain égal aux autres dans toute sa différence? Ce droit n'est pas juridique, mais il appelle à une justice sociale, entre pairs, sans autorité forcée ni contraintes.

Le droit à l'égalité humaine dépasse le mariage «gai» (c'est un mariage «tout court» accessible à tous), il va au-delà des institutions bien forgées contre la discrimination formelle et le profilage sexuel ou racial. Heureusement pour moi, les institutions d'ici — mais de trop peu d'endroits dans le monde — ont été nivelées contre les exclusions d'office. Ceci est un premier pas, un bon pas.

Comment en parler

Doit-on passer par les médias? Comment? Le droit à l'égalité n'est pas vraiment facile à communiquer dans les papiers des journalistes. La «communauté» des diversités LGBT, lesbiennes, gays, bisexuel·les et trans- (genre, sexuelles et travesties) d'ici ne réclame plus de nouvelles institutions et elle n'offre aux faiseurs d'images que quelques écarts de non-conformité aux genres «masculin viril» et «féminin délicat». La vraie discrimination homophobe se fait dans les placards derrière la porte de la chambre des joueurs, dans les cours d'école, dans les activités sociales et familiales, dans l'ombre des ruelles. Sans paillettes ni fesses à l'air. Oubliez la nouvelle à sensation, l'homophobie est une œuvre discrète et haineuse.

La question demeure toutefois: comment faire? Les Outgames et autres événements de la diversité posent le jeu différemment: plutôt que de pleurer les exclusions et de craindre la réprobation, célébrons ensemble les vrais plaisirs de vivre sans discrimination; montrons comment nous pouvons mieux «performer» quand s'efface l'inconfort de nos coéquipiers. Si tous les membres de toutes les communautés en viennent à célébrer avec nous, c'est sans doute que nous aurons réussi à mettre de l'eau sur les feux de l'homophobie.

Les Outgames sont dans ce sens une fête. Dans le genre super-fête, les gays et autres LGBT ont de longue date développé une culture faste. Hollywood et New

York, autant que nous, pleurent encore les pertes de créateurs que nous ont imposées le sida. S'en rappelle-t-on? Ainsi, que le «party» pogne, que la fête s'éclate et sorte de son fond de cour n'est ici qu'une suite naturelle.

L'argent

Quand on souligne que les promoteurs et autres capitalistes s'accrochent à ces fêtes, je n'en suis pas étonné: ils savent jagger avec la musique, «glamourer» avec les films et même se travestir en matière de discrimination s'il le faut. La question commerciale appartient à notre société, les LGBT ne la résoudre pas cet été.

Mais cette fête me sert quelque peu aussi en tant qu'homme gai. J'ai besoin que les gens apprennent. Comme j'ai eu besoin que mon beau-fils apprenne que je suis son égal, parce que moi aussi je peux me marier; j'ai besoin que la société apprenne que ma performance sportive ou culturelle dépend peut-être de ma préparation et du soutien de mon équipe, mais pas du sexe d'un partenaire sexuel. J'ai besoin que la société apprenne à regarder l'ouverture et les limites qu'elle offre.

L'invitation se trouve dans toute cette fête de la participation et de l'égalité dans l'accomplissement que sont les Outgames: viens, deviens mon ami et partage avec moi; ensuite, quand toute la fête sera tombée et que le jour se lèvera sur la ville tellement «normale», je te prendrai par la main, mon nouvel ami, et je te dirai la discrimination, les problèmes, les craintes, les hontes, les offenses.

Mais si tu te dis ouvert et que tu ne veux pas partager avec moi la fête, comment auras-tu le goût de lutter avec moi pour l'égalité de nos droits humains? Tu vois? Les Outgames t'invitent à témoigner de ton ouverture et de ma participation à la vie, ça se fait ensemble.

Il ne me reste qu'à inviter les journalistes et mes concitoyens qui ne comprennent pas à quoi rime cette fête à venir s'y baigner un peu et à mieux apprécier tous ces athlètes et «performeurs» culturels qui se dépassent, pour le plaisir de se dépasser, du 26 juillet au 4 août. Pour fêter.

La conférence qui précède les jeux aidera peut-être aussi à trouver une réflexion instructive. Vous at-on assez dit que cette fête était aussi celle de votre ouverture? Venez la vivre au grand jour, la vie est tellement meilleure loin des placards.

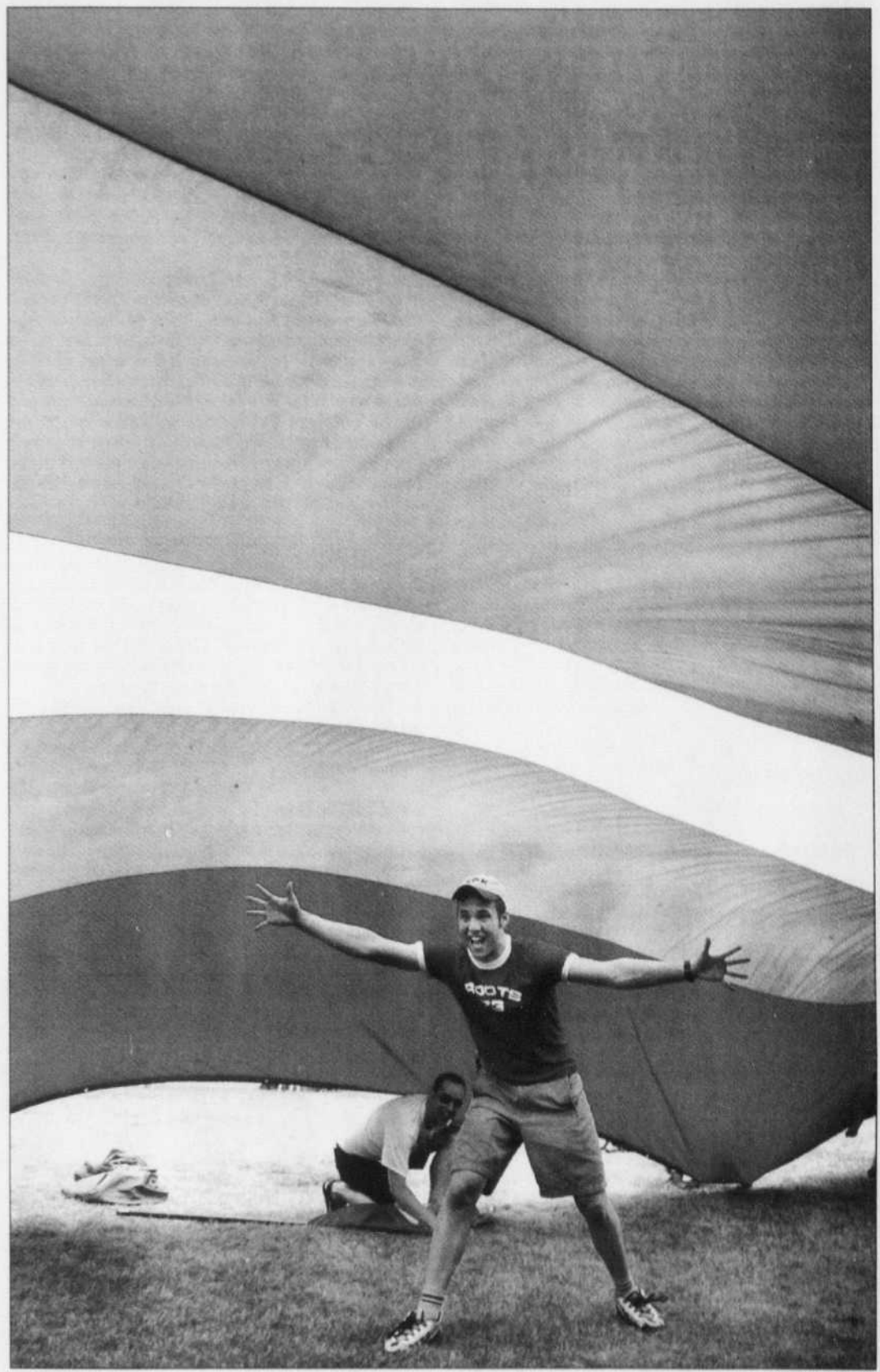
Votre entraînement a été ardu et votre équipe a hâte d'entrer en compétition. L'excitation gagne maintenant toute l'équipe, vous savez tous que l'esprit d'équipe, la collaboration et la confiance entre vous peuvent décider de votre victoire. C'est le grand jour.

Vous entrez dans la salle des joueurs et vous sentez une rumeur qui court à chacun de vos pas. Vos coéquipiers plongent le nez dans leur sac de sport, évitent de vous saluer. Que s'est-il passé? Une atmosphère tendue semble flotter. Vous savez que l'enthousiasme s'est retourné, que ce jour sportif ne sera plus le grand jour attendu. Puis, dans un souffle étouffé, vous entendez: «Moi, les tapettes, j'suis pas capable.» Vos craintes deviennent réalité. Vous vous sentez maintenant le seul à vouloir leur apprendre que vous n'avez jamais trahi vos coéquipiers, que ce n'est ni une faiblesse ni un manque de virilité, juste une différence quand il s'agit d'avoir une émotion entière dans vos amours.

L'homophobie dans le sport, à l'école, au travail et dans les relations sociales, c'est entre autres ça: les exclusions, les rejets insidieux où l'on vous prête un défaut alors qu'il n'y a qu'une différence.

Près de la moitié des jeunes hommes adolescents se disent infortables à l'idée de pratiquer une activité sportive avec un partenaire gai. La même tendance est vraie entre jeunes femmes et lesbiennes (selon les recherches de GRIS-Montréal). C'est vous dire que la mise en situation ci-dessus, à l'esprit peu sportif, reste plausible, trop souvent véridique et malheureusement à craindre pour bien des gays, lesbiennes, bisexuels et trans de notre monde.

Des entraîneuses lesbiennes se font discrètement évincer, confusion entre homosexualité et pédophilie (ce n'est pas la même chose, le sait-on?). Des athlètes s'excluent eux-mêmes de peur qu'on les jette.



Le drapeau arc-en-ciel, symbole de la communauté gay. Les 1^{er} Outgames mondiaux de Montréal, qui commencent aujourd'hui pour se terminer le 5 août, accueillent des participants de partout sur la planète.

Pourquoi des jeux gays?

Une médaille d'or à l'évolution de la société

LAURENT MCUTCHEON

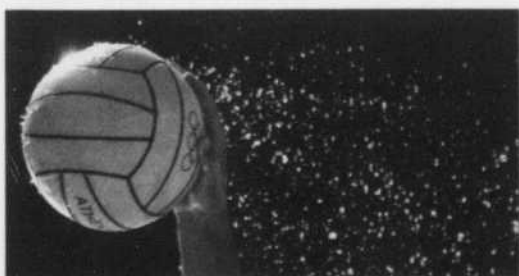
Président de Gai Écoute
et de la Fondation Émergence

Pourquoi des jeux gays? Pourquoi un défilé de la fierté gaye? Pourquoi un village gai? La question revient sans cesse. Hormis les prouesses athlétiques, le jour où les personnes homosexuelles jouiront d'une pleine égalité dans des sociétés dépourvues d'homophobie, il n'y aura plus de raison de tenir de semblables événements. D'ici là, ils contribuent à l'évolution de la société et méritent une médaille d'or.

Le monde du sport amateur est pourvu d'une organisation mondiale axée sur la performance des athlètes. Tous les pays ont leurs organisations sportives, tiennent des compétitions nationales et distribuent des médailles à leurs élites dans chacune des disciplines. La compétition et la performance poussées à l'extrême amènent au dépassement pour mériter un record mondial.

En principe, tous et toutes sont admissibles à ces compétitions sans discrimination quelconque, si ce n'est la capacité financière des pays participants. La performance fera oublier la couleur de la peau souvent considérée comme un désavantage; au contraire, elle sera honorée. La performance est le seul critère menant au podium, les médailles n'ayant d'autres couleurs que celles des métaux. Pour sa part, l'orientation sexuelle n'a pas d'importance puisqu'il n'y a qu'une seule orientation sexuelle aux Jeux olympiques. On présumera alors l'hétérosexualité de tous les participants et participantes.

Soit, les lesbiennes et les gays sont les bienvenus pour autant que leur orientation sexuelle demeure au placard. Comme il s'agit d'une compétition mondiale et que plusieurs pays condamnent toujours l'homosexua-



LASZLO BALOGH REUTERS

Il n'y a qu'une seule orientation sexuelle aux Jeux olympiques, où l'on présume l'hétérosexualité de tous les participants et participantes.

lité, voire même la punissent, la loi du silence prime. Qui pourrait reprocher à un ou une athlète de ne pas s'imposer cette réserve lorsque l'on consacre sa vie pour monter sur le podium?

Or voilà que des gays, des lesbiennes, des bisexuels, des bisexuelles et des transgenres du monde entier se donnent rendez-vous pour tenir leurs propres jeux tout en accueillant les personnes hétérosexuelles sans discrimination. La performance, peut-être, mais pas avant tout. J'imagine déjà le «performeur» hétérosexuel avec une médaille gaye au cou! S'il la porte avec fierté, ce sera un gain important pour la fierté de nos communautés.

Les retombées

Lorsqu'il est question de retombées, on a l'habitude d'y voir d'abord les retombées économiques. Le langage de l'argent dicte toujours la voie à suivre pour les grands événements. C'est l'argent qui permettra d'obtenir les indispensables ressources pour piloter les grands événements. Que ce soit les sub-

ventions ou les commandites privées, on évalue toujours les retombées. En d'autres mots, cela signifie d'investir en vue de retombées rentables. Un investissement d'un million de dollars doit en principe rapporter davantage que sa mise. Ce sont les incontournables règles du marché et il faut apprendre à les maîtriser à son avantage.

Or, au-delà des retombées économiques, les jeux gays, tout comme le défilé de la fierté gaye, laisseront aussi derrière eux des retombées sociales et politiques majeures. Ce sont des agents de changement indispensables. Il est faux de croire que la société évolue d'elle-même. Il lui faut générer l'action; sans éléments déclencheurs, elle demeurera inerte. Voilà ce qui incite les militants gays et lesbiennes à s'impliquer dans de tels événements.

Depuis des années, les médias s'intéressent aux jeux. Les 1^{er} Outgames mondiaux de Montréal accueillent des participants de partout sur la planète. Au cours des semaines qui suivront, les médias parleront abondamment de ces événements, on y traitera des acquis de nos communautés et des défis à venir. Ce sera l'occasion de sortir de l'ombre, de se montrer au grand jour, de donner une image positive de nos communautés et de démontrer la capacité de mobilisation d'une minorité.

Bien sûr que nous serons aussi courtisés par nos «gais dollars», que certains appellent l'argent rose, même si on dit généralement que l'argent n'a pas de couleur. Ce qui compte, c'est que ce pouvoir financier soit canalisé vers le pouvoir sociopolitique et qu'il contribue à faire évoluer notre société et à combattre l'homophobie.

Un devoir moral

Peu de personnes ont le privilège de vivre dans une société qui accorde une égalité juridique aux

personnes homosexuelles. Nous avons ce privilège et sommes une des sociétés les plus avant-gardistes au monde. Pareil statut confère une obligation morale, celle de venir en aide à nos pairs dans les sociétés qui répriment encore les relations homosexuelles. Pour s'acquitter de ce devoir moral, les organisateurs des 1^{er} Outgames mondiaux ont eu la brillante idée d'y greffer la Conférence internationale sur les droits humains des LGBT — lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Celle-ci permettra à des participants de pays défavorisés sur la base de l'orientation sexuelle de venir à la conférence, d'y trouver une inspiration et une énergie à transférer dans leur propre société.

Il faut aussi croire que les dirigeants de ces pays seront influencés par une pareille organisation internationale et que nos dirigeants seront attentifs à cette situation dans leurs rapports avec ces pays.

Homophobie et égalité sociale

Le prochain défi des communautés LGBT est la lutte contre l'homophobie et la recherche de l'égalité sociale. Les jeux gays sont une vitrine internationale qui donne une visibilité sans pareille aux personnes homosexuelles qui tissent des alliances avec les grands acteurs de la société. En ce sens, les jeux contribueront à l'obtention de l'égalité sociale de manière générale, sans oublier la contribution exceptionnelle qu'ils peuvent avoir dans le domaine du sport, milieu encore hostile à l'homosexualité.

Il est permis de rêver et de croire que, bientôt, nous verrons des athlètes ouvertement gays ou lesbiennes monter sur les podiums des Jeux olympiques. Ce jour-là, il faudra reconnaître que les jeux gays auront pavé la voie qui mène vers l'or, l'argent et le bronze. Merci à tous les organisateurs et organisatrices et à tous les bénévoles des 1^{er} Outgames mondiaux.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Jonée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées); Brian Myles (justice et faits de société); Clairandré Cauchy (Général); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Benoît Mungier (responsable du site Internet); Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communauté Internet); Isabelle Paré (santé); Louise-Maude Rioux Soucy (Culture); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et culture), Julie Carpentier (jeu vidéo), Paul Bennett (jeu vidéo), Stéphane Bouchard (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (surnuméraires); à l'information économique: Gérard Béjube (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (jeu vidéo), Philippe Papiou (surnuméraire), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (jeu vidéo international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille et Alex Cantongny (correspondants parlementaires à Ottawa); Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marlyse Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communauté); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Desrosiers, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltain, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Rogelle, Micheline Ruellan, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice administrative); Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production); Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zennaro, Olivier Zaida. INFORMATIQUE: Yanick Marsel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation); Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par Internet); Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION: François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

COP

Il fallait trouver un sujet rassembleur qui allait provoquer l'hilarité d'un océan à l'autre

SUITE DE LA PAGE 1

et scénariste du film Patrick Huard, qui campe à merveille un «bum» baveux dans ce film d'un genre encore inexploité au Québec. «L'idée m'est plutôt venue comme un «flash», un «challenge». Je me suis demandé pourquoi la plupart de nos films ne traversaient pas la frontière au Canada anglais et j'en suis venu à la conclusion que c'était sans doute parce qu'on n'avait pas essayé», a-t-il indiqué.

Il fallait d'abord trouver un sujet rassembleur qui allait provoquer l'hilarité d'un océan à l'autre. «Malgré une dualité évidente, on a un lien avec le reste du Canada: c'est le hockey», a déclaré sans équivoque le réalisateur, Erik Canuel. C'est ainsi que notre sport national est devenu le prétexte pour réunir deux policiers, un Québécois, David Bouchard (Patrick Huard) et un anglophone de Toronto, Martin Ward (Colm Feore), qui sont chargés d'enquêter sur les crimes d'un meurtrier en série qui tue pour protester contre la vente d'une équipe de hockey à des intérêts américains. Le premier est un «Rambo sur les stéroïdes», irrévérant et maladroit et à qui siéent bien les gags de poignées de porte qui restent dans les mains.

L'autre, dépeint comme un royaliste «straight» aux allures de curé, est un enquêteur sérieux et raffiné qui applique la loi au pied de la lettre. Très vite, devant la tournure dramatique et hautement émotive des événements sur fond d'incendies, d'enlèvements et de poursuites, les deux

«Peu importe les questions identitaires, il faut se mettre ensemble

pour ne pas se faire damer le pion par les grosses productions américaines»

Deux heures d'action

En tout, deux heures d'action intense offertes sur une trame d'échanges cinglants entre les deux protagonistes qui sont de véritables petits bijoux pour le spectateur. Entre les pouces et les centimètres, les jurons bien québécois et le surutilisé F... des Anglois, les blagues sur la reine et celle qui écorche au passage l'élocution de l'ex-premier ministre Jean Chrétien, les scénaristes de *Bon Cop Bad Cop* n'ont pas eu peur de manipuler les stéréotypes, au risque de déterrer la hache de guerre. «Les clichés ne sont pas là pour rien, ils reflètent la réalité. Généralement, quand tu parles d'un cliché, c'est que c'est vrai», assure Erik Canuel. Et ça ne déclenche pas une guerre civile parce qu'à la fin de l'histoire, les deux protagonistes résolvent leur problème à deux», a-t-il plaisanté, en précisant qu'il a tout de même veillé à ce qu'il y ait une certaine équité dans le dosage d'humour et d'action dans les deux langues.

Mais aussi personnel soit-il, un gag peut-il être partagé et compris par deux peuples qui n'ont pas la même réalité linguistique? L'humour n'a pas de formule, selon le réalisateur. «Louis-José Houde a beaucoup fait rire les Canadiens anglais. Qu'est-ce qui fait que ce gars-là a un certain succès et pas un autre?», s'est-il interrogé, pour finalement conclure qu'il était tout simplement «drôle». Pour lui, le caractère universel du film ne fait pas de doute. «Malgré nos différences, on a les mêmes valeurs de part et d'autre, notamment le côté paternel des deux protagonistes. On recherche tous le bonheur et la stabilité économique», a-t-il ajouté.

«Let's get our summers back»

Tourné en 34 jours avec 8,5 millions de dollars, un budget ridicule pour les États-Unis mais qui ferait l'envie de n'importe quel réalisateur québécois, *Bon Cop Bad Cop* est un «mélange de «commedia dell'arte» et de grand guignol» qui se veut «adorable, drôle et sans prétention», souligne modestement le réalisateur Erik Canuel, également père de *Nez rouge* et du *Survenant*. Pourtant, avec d'époustouflantes scènes d'explosion réussies et des acteurs impeccables tels Pierre Lebeau, Lucie Laurier et Sylvain Marcel du côté québécois, et Ron Lea, Rick Mercer et Sarain Boylan chez les Anglois, le film québécois n'a rien à envier aux mégaproductions hollywoodiennes. «On a fait preuve de débrouillardise et surtout d'hyper-professionnalisme», estime pour sa part Patrick Huard. Tout le monde savait qu'on n'allait pas faire sauter le char deux fois. C'était à la grâce de Dieu. Mettons qu'on s'arrangeait pour apprendre notre texte.»

Un pari risqué, reconnaît-il, mais qui en a valu la peine. «On dirait qu'ici [au Québec], on n'a pas le droit de faire des films de ce genre-là. On a une certaine pudeur. Mais il faut se donner le droit d'essayer, croit-il. Je n'ai rien contre Lethal Weapon, mais ça reste américain. Nous, on voulait faire notre film du genre à nous», a noté le comédien, en déplorant le fait que les cinéastes québécois préfèrent laisser le marché aux *Superman* et compagnie. Un avis partagé par Erik Canuel, qui appelle à l'union pour lutter contre la concurrence états-unienne. «Peu importe les questions identitaires, il faut se mettre ensemble pour ne pas se faire damer le pion par les grosses productions américaines. Comme je me plais à le dire: «Let's get our summers back», a-t-il lancé. Je ne crois pas qu'on va réussir à rassembler les deux solitudes, mais je veux au moins montrer qu'il y a des films canadiens qui peuvent rivaliser avec n'importe quel autre film dans le monde.»

Le Devoir

LIBAN

SUITE DE LA PAGE 1

Si Mme Rice accepte bien l'idée d'un cessez-le-feu qu'elle qualifie désormais d'«urgent», elle réclame que celui-ci soit assorti d'un examen complet de la situation au Proche-Orient et de la mise hors d'état de nuire du Hezbollah libanais.

Les Israéliens ne participent pas officiellement à la conférence, mais leur influence peut s'exercer en coulisses. Les Européens et les pays arabes soutiennent les appels du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan à un cessez-le-feu immédiat qui serait suivi de négociations.

Les Italiens, coprésidents de la conférence avec les Américains, ont affirmé hier par la bouche du chef du gouvernement Romano Prodi que le premier objectif de la conférence serait l'obtention d'un cessez-le-feu.

Kofi Annan, arrivé hier à Rome, semble placer la barre un peu plus haut. «Ce qui est important, c'est que nous quittions Rome avec une stratégie concrète», avait-il déclaré à son départ de New York. Le rôle de la Syrie et de l'Iran, qui sont les plus importants soutiens du Hezbollah au Liban, sera également abordé au cours de la conférence.

De son côté, Benoît XVI prie pour que la conférence de Rome apporte «des résultats concrets» vers la paix. «Il me semble qu'en ce moment, quelque chose bouge», a déclaré le pape, en vacances dans le Val d'Aoste, à des journalistes hier soir, de retour d'une promenade dans les Alpes italiennes. «Je crois que les prières ne sont pas vaines», a déclaré le souverain pontife qui avait appelé dimanche les fidèles à prier pour le Proche-Orient. «Maintenant, prions avec ferveur pour que cette conférence demain [aujourd'hui] à Rome puisse vraiment porter des fruits et des résultats concrets pour la paix», a-t-il demandé.

Nouveaux bombardements

À quelques heures de l'ouverture de la conférence de Rome, le ministre israélien de la Défense, Amir Peretz, a annoncé que son pays créera une zone de sécurité dans le sud du Liban jusqu'à l'arrivée d'une force internationale. Les forces de Tsahal poursuivaient leurs opérations au Liban contre le Hezbollah sans toutefois pouvoir mettre fin aux attaques de roquettes.

L'aviation israélienne a mené de nouveaux bombardements à Beyrouth. Dans un autre raid, six personnes ont été tuées à Nabatiyé (sud), dont trois membres d'une même famille. Au sol, des affrontements ont eu lieu dans la nuit pour tenter de prendre le contrôle de la localité de Bint Jbeil, près de la frontière, encerclée hier matin par les soldats israéliens.

L'offensive n'a pas permis jusqu'à présent de faire cesser les tirs du Hezbollah sur Israël, où au moins 70 roquettes sont encore tombées. Une adolescente a été tuée à Maghar, selon des sources médicales, et 23 personnes ont été blessées, notamment à Haïfa. Depuis le début des hostilités le 12 juillet, on dénombre 43 morts, dont 24 soldats en Israël.

Au Liban, le bilan officiel est de 422 morts, en majorité des civils. Le roi Abdallah d'Arabie Saoudite a annoncé hier une aide totale de 1,5 milliard de dollars au pays du Cédre.

Agence France-Presse, Associated Press et Reuters



GIL COHEN MAGEN REUTERS

Un soldat israélien inscrit un message sur un obus destiné au territoire libanais: «De la part des habitants du nord d'Israël», en référence aux régions visées par les roquettes du Hezbollah.

Moscou invite Damas à la retenue en cas d'attaque par Israël

Les Russes veulent éviter que des missiles de leur fabrication frappent des villes israéliennes

Damas — Moscou a demandé à la Syrie de ne pas utiliser de missiles russes pour riposter si elle est attaquée par Israël, a-t-on appris hier de source diplomatique.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexander Saltnov, a remis le message la semaine dernière à de hauts responsables syriens, alors que l'offensive israélienne au Liban menaçait de dégénérer en guerre régionale, dit-on de source diplomatique. «Saltnov leur a dit que la Syrie a le droit de se servir de missiles anti-aériens russes pour repousser des

attaques aériennes israéliennes, mais que la Russie n'admet pas l'utilisation de Scuds russes pour riposter», a dit un diplomate sous le sceau de l'anonymat.

«Les Russes ne veulent pas que leurs missiles frappent des villes israéliennes, mais la Syrie dispose de missiles nord-coréens plus perfectionnés», a noté un autre diplomate.

Arsenal diversifié

La Syrie, qui dépendait de la Russie pour son matériel militaire dans les années 1970 et 1980, a diversifié son arsenal ces der-

nières années en acquérant des armes chinoises et nord-coréennes.

Un responsable syrien s'est refusé à tout commentaire sur ces informations, mais il a dit que le gouvernement surveillait de près l'incursion des forces israéliennes au Liban.

«Nous sommes convaincus de la futilité de l'invasion israélienne du Liban, a-t-il dit. Ils ne peuvent balayer le Sud-Liban de la carte et nous agissons si notre sécurité nationale est menacée.»

Reuters

OUTGAMES

SUITE DE LA PAGE 1

Alors bien sûr que ce sera une fête, concède Louise Roy, grande manitou des Outgames. «Avec autant de monde en ville, ça ne peut pas ne pas être une.» Mais selon la fondatrice du tour cycliste de l'île de Montréal, il s'agit surtout d'un «grand événement de visibilité pour la communauté LGBT». L'ampleur est rare: 35 disciplines sportives — qui vont du participatif au compétitif avancé — pour le volet Outgames, quelque 12 000 participants inscrits à ce jour. Des 109 pays représentés, plusieurs bannissent encore l'homosexualité.

Plus de 1500 personnes seront par ailleurs de la conférence d'ouverture qui se tient jusqu'à samedi au Palais des congrès. Quarante grands conférenciers y prendront la parole, notamment Louise Arbour, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, qui s'exprimera ce soir. «C'est une première mondiale, affirme Louise Roy. Jamais n'avons-nous discuté aussi largement de cette question de l'évolution des droits des LGBT à travers le monde. C'est un grand pas. On va mettre sur la place publique des enjeux de droits extrêmement importants.» Ceux-ci seront résumés dans la Déclaration de Montréal, que



JACQUES GENIER LE DEVOIR

La directrice des Outgames, Louise Roy

Martina Navratilova et l'ex-nageur Mark Tewksbury l'ont lors de la cérémonie d'ouverture officielle des Outgames, au stade olympique. Elle sera ensuite acheminée à l'ONU.

Le volet sportif prendra le pas à compter de dimanche. Des compétitions sportives qui ne seront pas du plus haut niveau, reconnaît-on: en fait, dans la volonté «d'être le plus inclusive possible», l'organisation permet l'inscription de «n'importe qui, gai ou pas, bon ou non», pourvu que la personne soit membre d'une ligue ou d'une fédération reconnue. Tout de même, «on joue pour vrai», indique Louise Roy en reprenant le slogan des Outgames. Si jamais des records tombent, ils seront homologués.

Cela vaut aussi pour les compétitions de cuir et de pilosité qui sont à l'affiche. Car des Monsieur et Madame Cuir seront élus mercredi prochain. Et lundi, on votera pour savoir qui possède la pilosité la plus «émouvante» (concours Bears), «une virilité à l'état brut, une union avec la nature», comme on l'indique dans le descriptif. Selon la directrice-générale de l'événement, il s'agit là «de démonstrations qui font partie de la culture de la communauté, qui sont très populaires à travers le monde.»

«Je ne crois pas que cela donne une mauvaise image de la communauté. C'est festif, voilà tout, comme les concours de chorale ou de danse western. C'est un «happening» qui a plusieurs volets et chacun peut y trouver son compte.»

Si Louise Roy milite pour une normalisation complète des homosexuels dans la société, elle croit toujours que des jeux désignés par le sceau LGBT sont nécessaires en 2006. Cela même si le fait d'être homosexuel n'affecte en rien la performance sportive d'un athlète. «Le sport est le dernier bastion de l'homophobie. L'ostacisme demeure. C'est une façon de rappeler cet état de fait, et de le combattre.»

Changement de cap

En 2001, la Fédération des Gay Games (FGG) avait accordé à Montréal la présentation de ses Jeux 2006. Le comité organisateur parlait alors de 200 000 touristes à Montréal, de 24 000 participants et de retombées d'au moins 150 millions pour la métropole. Mais deux ans plus tard, pour des questions de contrôles financiers, Montréal tournait le dos à la FGG et décidait de tenir ses propres jeux, sanctionnés depuis par la nouvelle Association internationale sportive pour gais et lesbiennes (GLISA). Chicago a finalement tenu les Jeux de la FGG la semaine dernière, avec un succès jugé très mitigé par les médias locaux. Selon le comité organisateur, au moins 11 000 personnes y ont néanmoins participé.

Le changement de garde de 2003 a sonné un changement d'orientation pour Montréal 2006. La tenue d'une conférence sur les droits humains a été décidée à ce moment. «Ça nous fait des jeux plus inclusifs, plus larges», estime Louise Roy, rencontrée récemment dans les bureaux des Outgames, au stade olympique. Mais des jeux moins payants, aussi: on a révisé à 12 000 l'objectif (atteint) de participants, et les retombées économiques prévues par Tourisme Montréal sont maintenant de l'ordre de 100 millions, plus ou moins l'équivalent d'une fin de semaine de Grand Prix.

Le budget des Outgames est resté sensiblement le même, à 16 millions. Quatre millions viennent des inscriptions payantes, cinq millions des trois ordres de gouvernement et quatre millions sont fournis par les revenus de commandites matérielles ou financières. Les trois derniers millions nécessaires au bouclage du budget devront venir de la vente des billets (qu'on ne prévoit pas très importante, vu le calibre des compétitions) et surtout des concessions dispersées sur les sites, au carré Viger et dans le Village gai.

Hôtels libres

La révision des objectifs a toutefois eu son impact sur les réservations d'hôtels, indique-t-on à l'Association des hôteliers du Grand Montréal. «On avait l'espoir que tout serait complet il y a trois ans, mais ce n'est plus le cas, explique le président, William Brown. La plupart des hôtels ont des chambres disponibles actuellement, même si les taux de réservation sont bons.»

Devant les faibles réservations faites spécifiquement par les participants aux Outgames, les blocs de nuitées qui avaient été réservés par Tourisme Montréal en 2001 pour garantir 10 000 chambres par soir durant l'événement ont été diminués en mai. Mais ça ne veut pas dire que les gens ne viendront pas, croit le vice-président de l'organisme, Pierre Bellerose. «C'est plutôt que les participants ont réservé leurs chambres d'hôtel sans passer par le service qu'on avait mis sur pied pour l'occasion. Ils utilisent Internet et ne mentionnent pas qu'ils viennent pour les Outgames, alors ça devient difficile de savoir qui est là pour ça.»

Selon M. Bellerose, les visiteurs auraient de plus privilégié les petits hôtels, les auberges et les «pensions chez l'habitant» qui ne font pas partie du réseau de Tourisme Montréal pour ces événements. Résultat: «On ne sait pas où les participants couchent, ce n'est pas «comptabilisable»».

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor Inc., 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0868. Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390